

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1017

17 mai 2011

### SOMMAIRE

Allianz Global Investors Luxembourg S.A. .....	48813	ING (L) Renta Fund II .....	48780
Allianz Global Investors Luxembourg S.A. .....	48815	Jef Financière S.A. ....	48776
Allianz Global Investors Luxembourg S.A. .....	48781	JOCAN Spf S.A. ....	48775
American Century SICAV .....	48815	KAM Mezzanine Investors 2 S.à r.l. ....	48816
Banorabe S.A., S.P.F. ....	48771	Katoen Natie Group S.A. ....	48772
Cavenagh Luxembourg Management .....	48813	Morgan Stanley Investment Funds .....	48778
Ceylon S.A. ....	48780	Nerthus Invest S.A. ....	48811
Chablis S.A. ....	48771	North European Patents & Investments S.A. ....	48775
Crabel Fund SICAV-SIF .....	48782	Nyl S.A. ....	48774
Dolis S.A. ....	48772	Ojai Holding S.A. ....	48773
Everest Investors S.A. ....	48770	Palmer Investment Fund .....	48810
FLORALIE Spf S.A. ....	48775	Peri SPF S.A. ....	48811
FRUYTIER GROUP Purchase, sales and services .....	48773	Rofa S.A. SPF .....	48771
Gartmore Sicav .....	48811	Sauren Fonds-Select Sicav .....	48812
Gartmore Sicav .....	48777	Sonesta S.A. ....	48774
Gay Time Ltd. ....	48770	S.P.F. Carmina S.A. ....	48776
Gondburg Real Estate S.A. ....	48772	Tandil SPF S.A. ....	48777
Habri S.A. ....	48776	Telsi S.A. ....	48770
Hoffmann Investment S.A. ....	48779	The Private Equity Company SA .....	48773
ING Lion .....	48813	Thule SPF S.A. ....	48774
		Ulrika S.A., SPF .....	48777

**Gay Time Ltd., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 23.480.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 7 juin 2011 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011063153/10/18.

---

**Telsi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 24.148.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 7 juin 2011 à 16.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011063154/10/18.

---

**Everest Investors S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 120.607.

Messieurs, Mesdames, les actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous informer que vous êtes convoqués, le 2 juin 2011, à onze heures, au siège social, en

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**

à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010, approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Affectation du résultat
- Questions diverses

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011063860/1161/17.

---

**Banorabe S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 16.761.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à:

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le mardi 14 juin 2011, à 11.00 heures à Luxembourg, au siège social 67, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg

*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport sur l'exercice clos le 31 décembre 2010,
2. Lecture des comptes arrêtés au 31 décembre 2010,
3. Lecture du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes précités,
4. Approbation des comptes,
5. Affectation des résultats et distribution de dividendes,
6. Quitus aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
7. Questions diverses.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011060962/280/19.

---

**Chablis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 44.317.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra en date du 6 juin 2011 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011066496/534/16.

---

**Rofa S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 33.638.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 7 juin 2011 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011063155/10/18.

---

**Gondburg Real Estate S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 98.657.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

## l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 20 juin 2011 à 10:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 05 mai 2011 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011063159/696/15.

---

**Katoen Natie Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 110.988.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

## STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at the address of the registered office, on June 6, 2011 at 10.00 o'clock, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the independent auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2010.
3. Discharge to the directors.
4. Elections.
5. Miscellaneous.

*The board of directors.*

Référence de publication: 2011066497/534/17.

---

**Dolis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 110.785.

Convocation à

## l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la Société DOLIS S.A., qui aura lieu le 07 juin 2011 à 15.00 heures en l'étude de Maître Joseph Elvinger au 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg

*Ordre du jour:*

1. Approbation du bilan au 31.12.2010;
2. Augmentation du capital social comme suit:
  - Par apport en nature à hauteur de EUR 1.095.000,00 par la conversion d'une créance;
  - Par apport en numéraire à hauteur de EUR 405.000,00;
3. Nominations statutaires;
4. Transfert du siège social;
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011064408/20.

---

**Ojai Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 117.038.

Messieurs, Mesdames, les actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous informer que vous êtes convoqués, le 2 juin 2011, à dix heures, au siège social, en

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**

tenue extraordinairement, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010, approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Affectation du résultat
- Examen de la situation des mandats (renouvellement des mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes)
- Questions diverses

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011063861/1161/19.

---

**FRUYTIER GROUP Purchase, sales and services, Société Anonyme.**

Siège social: L-9647 Doncols, 17, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 54.706.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de la société FRUYTIER GROUP PURCHASE SALES AND SERVICES qui se tiendra le 3 juin 2011 à 16 heures au siège social, Duerfstrooss 17 à 9647 Doncols, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation du rapport du conseil d'administration sur les opérations de la société.
2. Lecture et approbation du rapport du réviseur d'entreprise portant sur l'exercice clos au 31.12.2010.
3. Approbation des comptes annuels au 31.12.2010.
4. Affectation du résultat.
5. Décharge à accorder aux administrateurs et au réviseur d'entreprise pour l'exercice écoulé.
6. Nomination et confirmation des mandats d'administrateurs et du réviseur d'entreprise.
7. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011065123/801163/19.

---

**The Private Equity Company SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 84.556.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 6 juin 2011 à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 décembre 2010.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011066499/534/15.

---

**Thule SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 72.952.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra *1<sup>er</sup> juin 2011* à 16.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilans et comptes de profits et pertes et affectation des résultats au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2010.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Elections statutaires.
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011066503/1031/17.

---

**Nyl S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9560 Wiltz, 21, rue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 20.256.

Messieurs les Actionnaires, sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

Qui se tiendra au siège social, en date du *7 juin 2011* à 9 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2010 et du compte de résultats.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2010.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Transfert du siège social.
7. Divers.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2011066504/1004/19.

---

**Sonesta S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 49.222.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

des actionnaires qui se tiendra le *2 juin 2011* à 14.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2010
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011066500/788/16.

---

**FLORALIE Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 30.470.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 06.06.2011 à 16.00 heures au siège avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2010;
- Affectation du résultat au 31.12.2010;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Ratification de la nomination d'un Administrateur par le Conseil d'Administration du 07.07.2010;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

*LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.*

Référence de publication: 2011066505/19.

---

**JOCAN Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 21.110.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 06.06.2011 à 11.00 heures au siège avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2010;
- Affectation du résultat au 31.12.2010;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011066506/18.

---

**North European Patents & Investments S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 52.242.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 1<sup>er</sup> juin 2011 à 14h00 au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilans et comptes de profits et pertes et affectation des résultats au 31.12.2009 et au 31.12.2010.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011066501/1031/15.

---

**Jef Financière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 50.124.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

## l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 7 juin 2011 à 11.00 heures au siège social à l'effet de délibérer sur l'ordre de jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs, au Président et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société.
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011066512/755/19.

---

**Habri S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 70.644.

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie en date du 13 avril 2011 n'ayant pu délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

## l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 27 juin 2011 à 11.30 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011066510/755/17.

---

**S.P.F. Carmina S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 136.578.

All Shareholders are hereby convened to attend the

## ORDINARY GENERAL MEETING

which is going to be held at the registered office in Luxembourg, on June 06, 2011 at 2pm

*Agenda:*

1. reports of the Board of Directors and the Statutory Auditor;
2. presentation and approval of the annual accounts as at December 31, 2010, allocation of results;
3. decision to be taken with respect to article 100 of the modified law of 10 August 1915 on commercial companies;
4. discharge to the Directors and the Statutory Auditor,
5. miscellaneous.

*THE BOARD OF DIRECTORS.*

Référence de publication: 2011065124/1017/16.

---



**Ulrika S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 79.219.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le vendredi 10 juin 2011 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
3. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
5. Nominations statutaires,
6. Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011066515/755/19.

**Tandil SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 34.945.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 9 juin 2011 à 11.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2010.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Divers.

*Pour le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011066516/660/15.

**Gartmore Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 77.949.

Dear Shareholder,

An

**EXTRAORDINARY MEETING**

of shareholders of GARTMORE SICAV (the "Company") will be held at 16, Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg at 9.30am on 3 June 2011, for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

*Agenda:*

1. To acknowledge the resignation of Kerstin Behnke with effect from 4 October 2010, Victoria Huerta with effect from 4 April 2011 and Ulrich Hocker, Claude Niedner and Nigel Parker with effect from 15 June 2011, as directors of the board of directors of the Company (the "Board of Directors") with effect from 15 June 2011.
2. To appoint Stewart Cazier to the Board of Directors with effect from 15 June 2011.
3. To appoint Iain Clark to the Board of Directors with effect from 15 June 2011.
4. To appoint Tony Sugrue to the Board of Directors with effect from 15 June 2011.
5. To appoint Jeremy Vickerstaff to the Board of Directors with effect from 15 June 2011.
6. To appoint Steven de Vries to the Board of Directors with effect from 15 June 2011.
7. To appoint Jean-Claude Wolter to the Board of Directors with effect from 15 June 2011.

The resolutions shall be passed by a majority of the shares represented.

## Voting Arrangements

In order to vote at the meeting:

\* The holders of registered shares may be present in person or represented by a duly appointed proxy;

Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to Victor Buck Services S.A. - Client Services (Ref JD-11/01899), IVY Building, Parc d'Activités, L- 8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg to arrive no later than 5 p.m. CET on 30 May 2011. Proxy forms will be sent to registered Shareholders with this Notice and can also be obtained from the registered office of the Company.

Luxembourg, 16 May 2011

Référence de publication: 2011066509/41/31.

## **Morgan Stanley Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 29.192.

The quorum required by law not having been reached at a first Extraordinary General Meeting of Shareholders held on 10 May 2011, the Shareholders are hereby convened to attend the

### EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

to be held on 1 July 2011 at 11.00 am CET at the registered office of the Company, with the following agenda:

#### *Agenda:*

1. With effect from 1 July 2011, all references in the Articles of Incorporation to the Directive 85/611/EEC and to the Law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment (the "2002 Law"), shall be replaced by respectively a reference to the Directive 2009/65/EC and to the Law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment (the "2010 Law") and all references to specific articles of the 2002 Law shall be replaced by the relevant article of the 2010 Law.
2. With effect from 1 July 2011, amendment of the Article 12 of the Articles of Incorporation by addition of a bullet point (h) to read as follows: "h) following the suspension of the calculation of the net asset value per share/unit, the issue, redemption and/or conversion of shares/units, at the level of a master fund in which a Sub-Fund invests in its quality of feeder fund of such master fund."
3. With effect from 1 July 2011, amendment to the fifth paragraph of Article 18 of the Articles of Incorporation to read as follows: "In the determination and implementation of the investment policy the board of directors may cause the assets of the Company to be invested in transferable securities and money market instruments, units of undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") authorised according to Directive 2009/65/EC and/or other undertakings for collective investment ("UCIs") within the meaning of Article 1, paragraph (2) first and second indents of Directive 2009/65/EC, including shares/units of a master fund qualifying as UCITS, deposits with credit institutions, financial derivative instruments and all other permitted assets such as referred to in Part I of the 2010 Law."
4. With effect from 1 July 2011, amendment to bullet point f under the sixth paragraph of Article 18 of the Articles of Incorporation by addition of the following wording: "This restriction does not apply either where a Sub-Fund is investing in shares/units of a master fund qualifying as UCITS."
5. With effect from 1 July 2011, amendment to the sixth paragraph of Article 18 of the Articles of Incorporation by addition of a bullet point (j) to read as follows: "(j) shares or units of a master fund qualifying as UCITS."
6. With effect from 1 July 2011, amendment of Article 18 of the Articles of Incorporation by addition of a final paragraph to read as follows: "In addition, a Sub-Fund may subscribe, acquire and/or hold Shares of one or more Sub-Funds (the "Target Sub-Fund(s)"), without it being subject to the requirements of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, with respect to the subscription, acquisition and/or the holding by a company of its own shares provided that:
  - the Target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in such Target Sub-Fund; and
  - no more than 10% of the net assets of the Target Sub-Fund the acquisition of which is contemplated may be invested in aggregate in units/shares of other UCIs; and
  - voting rights, if any, attaching to the relevant Shares of the Target Sub-Fund(s) are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and
  - in any event, for as long as these Shares of the Target Sub-Fund(s) are held by the Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Sub-Fund for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets of the Sub-Fund as imposed by law; and
  - there is no duplication of management/subscription or repurchase fees between those at the level of the Sub-Fund having invested in the Target Sub-Fund and such Target Sub-Fund.»

7. With effect from 1 July 2011, amendment to the third paragraph of Article 24 of the Articles of Incorporation to read as follows: "Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the "Caisse de Consignation" on behalf of the persons entitled thereto."
8. With effect from 1 July 2011, amendment to the fifth and following paragraphs of Article 24 of the Articles of Incorporation to read as follows:

"Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the board of directors may decide to allocate the assets of any Sub-Fund or class of shares to those of another existing Sub-Fund or class of shares within the Company or to another Luxembourg or foreign UCITS (the "new UCITS") or to another sub-fund or class of shares within such other Luxembourg or foreign UCITS (the "new Sub-Fund or Class of Shares") and to redesignate the shares of the class or classes concerned, as relevant, as shares of the new UCITS or of the new Sub-Fund or Class of Shares (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). In case the Company or the Sub-Fund concerned by the merger is the receiving UCITS (within the meaning of the 2010 Law), the Board of Directors will decide on the effective date of the merger it has initiated. Such a merger shall be subject to the conditions and procedures imposed by the 2010 Law, in particular concerning the merger project to be established by the boards of directors and the information to be provided to the Shareholders.

Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, an amalgamation of Sub-Funds or classes of shares within the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned or class or classes of shares concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented. Such general meeting of the shareholders will decide on the effective date of such a merger.

The Shareholders may also decide a merger (within the meaning of the 2010 Law) of the assets and of the liabilities attributable to the Company or any Sub-Fund with the assets of any new UCITS or new sub-fund within another UCITS. Such a merger and the decision on the effective date of such a merger shall require resolutions of the Shareholders of the Company or Sub-Fund concerned subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof, except when such a merger is to be implemented with a Luxembourg UCITS of the contractual type ("fonds commun de placement"), in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such merger. If the merger is to be implemented with a Luxembourg UCITS of the contractual type ("fonds commun de placement"), Shareholders not having voted in favour of such merger will be considered as having requested the redemption of their Shares, except if they have given written instructions to the contrary to the Company. The assets which may not or are unable to be distributed to such Shareholders for whatever reasons will be deposited with the Depositary for the period required by Luxembourg law; after such period, the assets will be deposited with the "Caisse de Consignation" on behalf of the persons entitled thereto.

Where the Company (or any of its Sub-Funds, as the case may be) is the absorbed entity, which thus ceases to exist, irrespective of whether the merger is initiated by the Board of Directors or by the Shareholders, the general meeting of Shareholders of the Company (or of the relevant Sub-Fund, as the case may be) must decide the effective date of the merger. Such general meeting is subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof."

The Extraordinary General Meeting will be validly constituted and will validly decide on the items of its agenda regardless of the number of shares represented.

Resolutions will be passed if approved by more than two-third majority votes cast.

All shareholders are entitled to attend and vote and are entitled to appoint proxies to attend and vote instead of them. A proxy need not be a member of the Company. If you cannot attend this meeting, please return the form of proxy duly dated and signed to J.P. Morgan Bank (Luxembourg) S.A., Company Administration Department (Building C), European Bank & Business Center, 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duchy of Luxembourg to the attention of Christie Lemaire-Legrand prior to 30 June 2011 at 5.00 pm CET. Proxy forms can be obtained from the registered office of the Company.

Référence de publication: 2011063149/97.

---

**Hoffmann Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 85.483.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra lundi, le 6 juin 2011 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010.

3. Affectation des résultats au 31 décembre 2010.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Démission de M. Philippe TOUSSAINT de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration et décharge.
6. Nomination de M. Sébastien ANDRE, administrateur de sociétés, né à Metz (France), le 29 octobre 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
7. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
8. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011066507/29/23.

**Ceylon S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 62.504.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le *20 juin 2011* à 11:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 05 mai 2011 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011063160/696/15.

**ING (L) Renta Fund II, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 83.077.

Since the quorum required by the law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the "Law") was not reached at the previous Extraordinary General Meeting of the Company held on 16 May 2011, notice is hereby given to the shareholders of the Company that a

**SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

will be held before a notary at 11.30 am on *16 June 2011* at the registered office of the Company (3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg) (the "Meeting") with the following agenda:

*Agenda:*

1. Approval of the Explanatory Memorandum to the Proposal for the Merger of ING (L) Renta Fund II and ING (L) drawn up in accordance with Article 265 of the Law.
2. Approval of the report of the independent auditor drawn up in accordance with Article 266 (1) of the Law.
3. Acknowledgement of the accomplishment of all formalities prescribed in Article 267 of the Law.
4. Approval of the Merger Proposal as published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C").
5. Approval of the merger between ING (L) Renta Fund II, Société d'Investissement à Capital Variable, with registered office at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg and registered with the Luxembourg register of companies and commerce under number B 83.077 as the Absorbed Company and ING (L), Société d'Investissement à Capital Variable, with registered office at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg and registered with the Luxembourg register of companies and commerce under number B 44.873 as the Absorbing Company.  
The absorption of ING (L) Renta Fund II into ING (L) shall be effected by absorbing:
  - \* ING (L) Renta Fund II - Australian Dollar P Dis AUD into ING (L) - Renta Fund Australian Dollar P Dis AUD;
  - \* ING (L) Renta Fund II - Australian Dollar P Cap AUD into ING (L) - Renta Fund Australian Dollar P Cap AUD;
  - \* ING (L) Renta Fund II - Belgian Government Euro P Cap EUR into ING (L) - Renta Fund Belgian Government Euro P Cap EUR;
  - \* ING (L) Renta Fund II - Belgian Government Euro P Dis EUR into ING (L) - Renta Fund Belgian Government Euro P Dis EUR;
  - \* ING (L) Renta Fund II - Obli-Cash Euro P Cap EUR into ING (L) - Renta Fund Euro Short Duration - P Cap EUR;

- \* ING (L) Renta Fund II - Obli-Cash Euro P Dis EUR into ING (L) - Renta Fund Euro Short Duration - P Dis EUR;
- \* ING (L) Renta Fund II - Obli-Cash Euro I Cap EUR into ING (L) - Renta Fund Euro Short Duration I Cap EUR;
- \* ING (L) Renta Fund II - Obli-Cash Euro I Dis EUR into ING (L) - Renta Fund Euro Short Duration - I Dis EUR;
- \* ING (L) Renta Fund II - Canadian Dollar P Cap CAD into ING (L) - Renta Fund World P Cap USD;
- \* ING (L) Renta Fund II - Canadian Dollar P Dis CAD into ING (L) - Renta Fund World P Dis USD;
- \* ING (L) Renta Fund II - Danske Krone P Cap DKK into ING (L) - Renta Fund Euro P Cap EUR;
- \* ING (L) Renta Fund II - Danske Krone P Dis DKK into ING (L) - Renta Fund Euro P Dis EUR;
- \* ING (L) Renta Fund II - NOK P Cap NOK into ING (L) - Renta Fund Euro P Cap EUR;
- \* ING (L) Renta Fund II - NOK P Dis NOK into ING (L) - Renta Fund Euro P Dis EUR;
- \* ING (L) Renta Fund II - SEK P Cap SEK into ING (L) - Renta Fund Euro P Cap EUR;
- \* ING (L) Renta Fund II - SEK P Dis SEK into ING (L) - Renta Fund Euro P Dis EUR;

with effect on 17 June 2011 or as soon as possible thereafter; the applicable exchange ratio between the shares of ING (L) Renta Fund II and the new shares of ING (L) shall be determined on the basis of the Net Asset Value of the respective sub-funds/share classes/share sub-classes of ING (L) Renta Fund II and ING (L), as outlined in the merger documentation.

6. Liquidation of ING (L) Renta Fund II and subsequent cancellation of all the outstanding shares inscribed in the books of Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. at the date of the merger which will be replaced by share classes of the respective sub-funds of ING (L) as outlined in the merger documentation.
7. Discharge of the members of the Board of Directors of ING (L) Renta Fund II and determination of the place where the books and records of ING (L) Renta Fund II will be kept for a period of five years.
8. Effectiveness of the merger.

The Meeting will validly deliberate on the agenda regardless of the proportion of the issued share capital of the Company present or represented. The related resolutions will be validly adopted if approved by at least two thirds of the votes cast by shareholders of the Company at the Meeting. Each share is entitled to one vote.

A copy of the merger documentation (the merger proposal, the explanatory memorandum, the reports of the independent auditors) is available at the registered office of the Company. Certain additional documents (including proxies) are available at the registered office of the Company, in accordance with applicable law.

The costs relating to the merger will be borne by the management company of the Company.

The shareholders on record at the date of the Meeting are entitled to vote or give proxies.

Liquidation proceeds that are not payable to shareholders due to, inter alia, non-availability of the shareholder at its registered address or incorrect bank account details will be transferred to the Caisse de Consignation within six (6) months following the date of the decision to liquidate ING (L) Renta Fund II.

Shareholders are invited to attend the Meeting in person. In case they cannot attend the Meeting, they are kindly asked to fill in and sign a proxy available at the registered office of the Company and to provide it to the Legal Department of ING Investment Management Luxembourg S.A. at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg until [3 days prior to EGM] at the latest by fax (fax number: (+352) 26 19 68 40), followed by the original.

New subscriptions, exchanges and redemptions into the sub-funds of the Company were suspended as of 3.30 pm on 14 June 2011 Luxembourg Time. Shareholders are hereby informed that in relation to the intended merger, the Board of Directors of the Company may be required to deviate from the Company's Sub-Fund's investment policy or from concentration rules in accordance with the provisions of the Luxembourg law of 20 December 2002 on undertakings for collective investments.

Shareholders of the Company who do not agree with the merger proposal are authorised - upon written request to be delivered to the Company or the registrar and transfer agent of the Company - to redeem their shares free of any redemption fees or charges within a period of 30 calendar days prior to the effective date of the mergers (as described in the merger proposal published in Luxembourg's official gazette, Mémorial C on 15 April 2011). The shares of any shareholder of the Company inscribed in the records of the Custodian at the effective date of the merger who does not request the free redemption of his shares during this period will, by default, be exchanged for share classes of the relevant sub-funds of ING (L).

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2011066511/755/81.

**Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 27.856.

Das Verwaltungsreglement des VermögensManagement Wachstum wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im März 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011037322/10.

(110041705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

**Crabel Fund SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 160.609.

—  
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twenty-seventh day of April.

Before the undersigned Maître Carlo Wersandt, notary, residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed,

There appeared:

1) Crabel Real Estate Partners, LLC, with registered office in 312, East Buffalo Street, Unit 30, Milwaukee, WI 53202, United States of America, represented by Me Virginie Leroy, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Milwaukee on April 26, 2011.

2) Crabel Holdings, LLC, with registered office in 312, East Buffalo Street, Unit 30, Milwaukee, WI 53202, United States of America, represented by Me Virginie Leroy, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Milwaukee on April 26, 2011.

3) Crabel Fund, G.P., S.à r.l. with registered office in 31, Z.A Bourmicht, L-8070 Bertrange, whose registration with the Luxembourg Trade and Companies Register, represented by Me Virginie Leroy, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in George Town, Grand Cayman on April 26, 2011.

The proxies given, signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as aforementioned, in the capacity in which they act, have requested the notary to notarise as a deed these Articles of Incorporation (hereafter "Articles") of a société d'investissement à capital variable with multiple compartments which they declare to be incorporated:

**Title I - Name - Registered office - Duration - Purpose**

**Art. 1. Name.** There is hereby established by the three (3) subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a company in the form of a société en commandite par actions qualifying as an investment company with variable share capital under the form of a specialized investment fund (société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé) under the name of "Crabel Fund SICAV-SIF" (hereinafter the "Company").

**Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a decision of the General Partner (as defined below). The registered office of the Company may be transferred within Bertrange by decision of the General Partner.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period of time.

**Art. 4. Purpose.** The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in a pool of assets in order to spread the investments risks and thereby to endeavour to ensure for the investors the benefit of the results of the management of their assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the greatest extent permitted by the law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds (the "2007 Law").

**Title II - Share capital - Shares - Net asset value**

**Art. 5. Share Capital - Classes of Shares.** The share capital of the Company shall be represented by shares (collectively the "Shares" or individually a "Share") of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 12 hereof. The minimum share capital as provided by law shall be the equivalent in USD of one million

two hundred and fifty thousand euros (EUR 1,250,000.-). Such minimum share capital must be reached within a period of twelve months after the date on which the Company has been authorised as a collective investment undertaking under Luxembourg law. The initial capital is the equivalent in USD of the minimum of thirty-one-thousand euros (EUR 31,000.-) divided into Shares with no par value.

The share capital of the Company shall be represented by the following types of Shares:

(i) the “General Partner Shares”: Shares subscribed by the General Partner, as unlimited shareholder (associé gérant commandité) of the Company;

(ii) the “Ordinary Shares”: Shares, which may be of different classes (the “Classes of Shares” or individually the “Class of Shares”) as may be provided in the issuing document of the Company, as may be amended from time to time (the “Issuing Document”), and which shall be subscribed by any person or entity approved by the General Partner (as defined in the Issuing Document) as holder(s) of Ordinary Shares and as limited shareholders (associés commanditaires) – the “Limited Shareholders” – with the specific features, for each Class of Ordinary Shares, as further described in the Issuing Document.

The Ordinary Shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the General Partner shall determine, be of one or more Classes of Shares into multiple series (each a “Series”), features, terms and conditions of which shall be established by the General Partner and disclosed in the Issuing Document.

The proceeds of the issue of each Share shall be invested in securities of any kind and other assets permitted by the 2007 Law pursuant to the investment policy determined by the General Partner for each Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant Class or Classes of Shares, subject to the investment restrictions provided by the 2007 Law or determined by the General Partner.

The General Partner shall establish a pool of assets constituting a sub-fund (each a “Sub-Fund” and together the “Sub-Funds”) within the meaning of Article 71 of the 2007 Law for each Class of Shares or for two or more Classes of Shares in the manner described in Article 12 hereof. As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Class or Classes of Shares.

The Company constitutes one single legal entity. However, each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund.

The General Partner may create each Sub-Fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the General Partner may, at the expiry of the initial period of time, prorogue the duration of a Sub-Fund once or several times. At the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Class(es) of Shares, in accordance with Article 8 below, notwithstanding the provisions of Article 22 below.

At each prorogation of a Sub-Fund, the registered shareholders shall be duly notified in writing, by a notice sent to the registered address as recorded in the register of Shares of the Company. The Issuing Document for the Shares of the Company shall indicate the duration of each Sub-Fund and if appropriate, its prorogation.

For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the share capital shall be the total of the net assets of all the Classes of Shares.

#### **Art. 6. Form of Shares.**

(1) Shares shall be issued only in registered form. The registered Shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons or corporate entities designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, its nationality, residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered Shares held by him.

The inscription of the shareholder’s name in the register of shareholders evidences its right of ownership on such registered Shares. In accordance with the Issuing Document, the Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of its shareholding. Global certificates may also be issued at the discretion of the General Partner.

Transfer of registered Shares shall be effected upon prior approval of the General Partner (i) if Share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such Shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no Share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered Shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more managers or officers of the General Partner or by one or more other persons duly authorized thereto by the General Partner.

(2) Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder’s address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change its address as

entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(3) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that its Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at its request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated Share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original Share certificate.

(4) The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney may imply a suspension of all rights attached to such Share(s).

(5) The Company may decide to issue fractional registered Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

**Art. 7. Issue of Shares.** Within each Sub-Fund, the General Partner is authorized without limitation to issue an unlimited number of Ordinary Shares from the time specified by the General Partner or the Subscription Date as determined in the Issuing Document without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Class or Sub-Fund; the General Partner may, in particular, decide that Shares of any Class or Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Issuing Document for the Shares.

Unless otherwise provided for a specific Sub-Fund in the Issuing Document, whenever the Company offers Ordinary Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered shall be the net asset value per Share of the relevant Class within the relevant Sub-Fund as determined in compliance with Article 12 hereof as of such Valuation Day (defined in Article 12 hereof) as is determined in accordance with such policy as the General Partner may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the General Partner. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner, as described in further details in the Issuing Document.

Payments for the relevant Shares shall be made on a settlement date, as set out in the Issuing Document for the Shares of the Company, or on any other date and under the terms and conditions as determined by the General Partner and as indicated and more fully described in the Issuing Document of the Company. The modes of payment in relation to such subscriptions shall be determined by the General Partner and specified and more fully described in the Issuing Document for the Shares of the Company.

The General Partner may delegate to any manager, officer or other duly authorized agent the power to arrange for the issue, allotment, transfer, conversion, redemption of Shares, to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

If subscribed Shares are not paid for, the Company may redeem the Shares issued whilst retaining the right to claim its issue fees, commissions and any differences.

The General Partner may agree to issue Ordinary Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company (réviseur d'entreprises agréé) and provided that such securities comply with the investment objectives and investment policies and restrictions of the relevant Sub-Fund. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant shareholders.

**Art. 8. Redemption of Shares.** Unless otherwise provided for a specific Sub-Fund in the Issuing Document, any Limited Shareholder may request the redemption of all or part of its Ordinary Shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the General Partner in the Issuing Document and within the limits provided by law and these Articles.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Ordinary Shares may be redeemed in any Class of Ordinary Shares; the General Partner may, in particular, decide that Ordinary Shares of any Class shall only be redeemed on such redemption day (each a "Redemption Day" and together the "Redemption Days" as defined in the Issuing Document) as provided for in the Issuing Document.

The redemption price per Ordinary Share shall be paid on a settlement date, as set out in the Issuing Document of the Company, or on any other date and under the terms and conditions as determined by the General Partner and as indicated and more fully described in the Issuing Document of the Company. The redemption price is determined in



accordance with such policy as the General Partner may from time to time determine, provided that the Share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provisions of Article 13 hereof.

The Company may retain a certain balance of a redeeming Limited Shareholder's monies until balances owing to the Company in respect of redemptions of underlying assets are paid to the Company as it may be determined in the Issuing Document.

The redemption price shall be equal to the net asset value per Share of the relevant Class within the relevant Sub-Fund, as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the Issuing Document for the Shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the General Partner shall determine.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the Shares held by any Limited Shareholder in any Class of Ordinary Shares of the relevant Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Limited Shareholder's holding of Ordinary Shares in such Class.

Further, unless otherwise provided for in the Issuing Document, if on any given Redemption Day redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number of Ordinary Shares in issue of a specific Class within a Sub-Fund, the General Partner may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interests of the Company. On the next Redemption Day on which the Ordinary Shares of the relevant Sub-Fund may be redeemed or converted, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Limited Shareholder who agrees, in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such Class or Classes of Ordinary Shares equal in value (calculated in the manner described in Article 12) as of the Redemption Day, on which the redemption price is calculated, to the value of the Ordinary Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Limited Shareholders of the relevant Class or Classes of Ordinary Shares and the method of valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

All redeemed Ordinary Shares may be cancelled.

**Art. 9. Conversion of Shares.** Unless otherwise provided for in the Issuing Document for certain Series, Classes of Shares or Sub-Funds, any shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of its Shares of one Class into Shares of the same or another Class, within the same Sub-Fund or from one Sub-Fund to another Sub-Fund subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the General Partner shall determine.

The price for the conversion of Shares shall be computed by reference to the respective net asset value of Shares within the relevant Classes of Shares of the relevant Sub-Funds, calculated on the same Redemption Day.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the Shares held by any shareholder in any Class of Shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of Shares in such Class.

The Shares which have been converted may be cancelled.

**Art. 10. Transfer of Shares.** Ordinary Shares may only be transferred or pledged to investors with consent from the General Partner, which consent shall not be unreasonably withheld. Any transfer of Ordinary Shares is subject to the purchaser thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller.

In case the General Partner does not consent to the proposed transfer of the Ordinary Shares, the relevant shareholder shall have the right to redeem its Ordinary Shares in accordance with Article 8 hereinabove.

**Art. 11. Restrictions on Ownership of Shares.** The Company may restrict or prevent the ownership of Ordinary Shares in the Company by any person, firm or corporate body, (i) if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company or its shareholders, (ii) if it may result in a breach of any law or regulation whether Luxembourg or foreign or any requirement of a governmental agency, whether Luxembourg or foreign, or (iii) if as a result thereof the Company may become exposed to tax, regulatory, financial or other disadvantages that it would not have otherwise incurred or suffered or (iv) for no reason other than the General Partner shall have absolute discretion in this regard (such person, firm or corporate body to be determined by the General Partner being herein referred to as "Prohibited Person").

For such purposes the Company may:

A.- decline to issue any Ordinary Shares and decline to register any transfer of Ordinary Shares, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Ordinary Shares by a Prohibited Person; and/or

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Ordinary Shares on the register of registered Shares, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's Shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Ordinary Shares by a Prohibited Person; and/or

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any general meeting of shareholders of the Company; and/or

D.- where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Ordinary Shares, direct such Limited Shareholder to sell its Ordinary Shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such Limited Shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Limited Shareholder all Ordinary Shares held by such Limited Shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the Limited Shareholder holding such Ordinary Shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the Ordinary Shares to be purchased, specifying the ordinary Shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such Limited Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Limited Shareholder at its last address known to or appearing in the books of the Company. The said Limited Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates representing the Ordinary Shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such Limited Shareholder shall cease to be the owner of the Ordinary Shares specified in such notice and, in the case of registered Shares, its name shall be removed from the register of registered Shares.

(2) The price at which each such Ordinary Share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the net asset value per Share of the relevant Class as at the Redemption Day specified by the General Partner for the redemption of Ordinary Shares in the Company next preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the Share certificate or certificates representing the Ordinary Shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such Ordinary Shares normally in the currency fixed by the General Partner for the payment of the redemption price of the Ordinary Shares of the relevant Class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the Share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Ordinary Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the Share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a Limited Shareholder under this paragraph, but not collected within a period of six months from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall be deposited with the "Caisse de Consignation". The General Partner shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Ordinary Shares by any person or that the true ownership of any Ordinary Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber to Ordinary Shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such Ordinary Shares nor any securities dealer who acquires Ordinary Shares with a view to their distribution in connection with an issue of Ordinary Shares by the Company.

Prohibited Person includes any non well-informed investor within the meaning of article 2 of the 2007 Law.

A well-informed investor (an "Eligible Investor"), as defined by article 2 of the 2007 Law shall include: (i) an institutional investor as defined from time to time by Luxembourg supervisory authority, (ii) a professional investor as defined by Directive 2004/39/EC of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004 on markets in financial instruments, as amended from time to time, or (iii) any other investor who meets the following conditions:

a) it has confirmed in writing that he adheres to the status of well-informed investor, and

b) (i) it invests a minimum of the equivalent in USD of one hundred and twenty five thousand euros (EUR 125,000) in the Company, or (ii) it has been the subject of an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive

2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying its expertise, its experience and its knowledge in adequately appraising an investment in the Company.

The conditions set forth in the paragraph above are not applicable to the managers and other persons who intervene in the management of the Company, in accordance with the provisions of the 2007 Law.

In addition to any liability under applicable law, each Limited Shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds Ordinary Shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the General Partner, the other Limited Shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant Limited Shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

"Prohibited Person" further includes those categories of US persons or entities which do not meet the eligibility requirements of the Company as decided from time to time and as set out in the Issuing Document for the Ordinary Shares of the Company.

Such persons do neither include any subscriber to Ordinary Shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such Ordinary Shares nor any securities dealer who acquires Ordinary Shares with a view to their distribution in connection with an issue of Ordinary Shares by the Company.

**Art. 12. Calculation of Net Asset Value per Share.** The net asset value per Share of each Class of Shares and Series within each Sub-Fund shall be expressed in the reference currency of the relevant Class or Sub-Fund (as determined in the Issuing Document) and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each Class of Shares and Series, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Class and Series, on any such Valuation Day (as defined in the Issuing Document), by the total number of Shares in the relevant Class and Series then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per Share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant reference currency as General Partner shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant Class of Shares and Series are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The valuation of the net asset value of the different Classes of Shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) investments in open-ended undertakings for collective investment ("UCI") or other investment vehicles
- 6) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 7) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

II. The value of the assets shall be determined as follows:

Investments in the Master Funds (as defined in the Issuing Document) shall be valued on the basis of the last determined and available net asset value of the Master Funds, unless the General Partner considers that such price is not representative then the value of the relevant assets of the Company shall be determined by the General Partner on the basis of their fair market value estimated prudently and in good faith;

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(b) Any security and any instrument negotiated or listed on a stock exchange or any other organized market shall be valued on the basis of the last known price.

(c) The value of any security or instrument not listed or dealt in any stock exchange or regulated market, or if, with respect to securities or instruments listed or dealt in on any stock exchange, or regulated market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) is not representative of their value such assets will be stated at fair market

value or otherwise at the fair value at which it is expected they may be resold as, determined prudently and in good faith by, or under the direction of the General Partner.

(d) Investments in open-ended undertakings for collective investment (“UCI”) or other investment vehicles shall be valued on the basis of the last determined and available net asset value of such UCI or other investment vehicles, unless the General Partner considers that such price is not representative; then the value of the relevant assets of the Company shall be determined by the General Partner on the basis of their fair market value estimated prudently and in good faith.

(e) The liquidating value of futures, forward or options contracts not admitted to official listing on any stock exchange or dealt on any regulated market shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established prudently and in good faith by the General Partner, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward and options contracts admitted to official listing on any stock exchange or dealt on any regulated market shall be based upon the last available closing or settlement prices of these contracts on stock exchanges and regulated market on which the particular futures, forward or options contracts are traded on behalf of the Company; provided that if a future, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the General Partner may deem fair and reasonable.

(f) Money market instruments with a remaining maturity of 90 days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value. Under this valuation method, the relevant Sub-Fund’s investments are valued at their acquisition cost as adjusted for amortisation of premium or accretion of discount rather than at market value.

(g) Interest rate swaps will be valued on the basis of their market value established by reference to the applicable interest rate curve.

Swaps pegged to indices or financial instruments shall be valued at their market value, based on the applicable index or financial instrument. The valuation of the swaps tied to such indices or financial instruments shall be based upon the market value of said swaps, in accordance with the procedures laid down by the General Partner of the Company.

Credit default swaps are valued on the frequency of the net asset value founding on a market value obtained by external price providers. The calculation of the market value is based on the credit risk of the reference party respectively the issuer, the maturity of the credit default swap and its liquidity on the secondary market. The valuation method is recognized by the General Partner of the Company and checked by the auditors.

Total return swaps or total rate of return swaps (“TRORS”) will be valued at fair value under procedures approved by the General Partner. As these swaps are not exchange-traded, but are private contracts into which the Company and a swap counterparty enter as principals, the data inputs for valuation models are usually established by reference to active markets. However it is possible that such market data will not be available for total return swaps or TRORS near the Valuation Day. Where such markets inputs are not available, quoted market data for similar instruments (e.g. a different underlying instrument for the same or a similar reference entity) will be used provided that appropriate adjustments be made to reflect any differences between the total return swaps or TRORS being valued and the similar financial instrument for which a price is available. Market input data and prices may be sourced from exchanges, a broker, an external pricing agency or a counterparty.

If no such market input data are available, total return swaps or TRORS will be valued at their fair value pursuant to a valuation method adopted by the General Partner which shall be a valuation method widely accepted as good market practice (i.e. used by active participants on setting prices in the market place or which has demonstrated to provide reliable estimate of market prices) provided that adjustments that the General Partner of the Company may deem fair and reasonable be made. The Company’s auditors will review the appropriateness of the valuation methodology used in valuing total return swaps or TRORS. In any way the Company will always value total return swaps or TRORS on an armlength basis.

All other swaps, will be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner of the Company.

(h) The value of contracts for differences will be based, on the value of the underlying assets and vary similarly to the value of such underlying assets. Contracts for differences will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner.

(i) The value of any other assets of the Company shall be determined on the basis of the acquisition price thereof including all costs, fees and expenses connected with such acquisition or, if such acquisition price is not representative, on the reasonably foreseeable sales price thereof determined prudently and in good faith.

For the purpose of determining the value of the Company’s assets, the administrative agent, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the net asset value, refer to the valuations provided (i) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies (i.e., Bloomberg, Reuters) or fund administrators, (ii) by prime brokers and brokers, market makers and other intermediaries or (iii) by (a) specialist(s) duly authorized to that effect by the General Partner. Finally, (iv) in the case no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the administrative agent may rely upon the valuation provided by the General Partner.

In circumstances where (i) one or more pricing sources fails to provide valuations to the administrative agent, which could have a significant impact on the net asset value, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the administrative agent is authorized to postpone the net asset value calculation and

as a result may be unable to determine subscription and redemption prices. The General Partner shall be informed immediately by the administrative agent should this situation arise. The General Partner may then decide to suspend the calculation of the net asset value in accordance with the procedures described in Article 13 below.

Adequate provisions will be made, Sub-Fund by Sub-Fund, for expenses to be borne by each of the Company's Sub-Fund's and off-balance-sheet commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund or Class of Shares will be converted into the reference currency of such Sub-Fund or Class of Shares at the rate of exchange on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

III. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses;
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, administrative expenses, fees payable to its investment manager and adviser (if any), including performance fees, fees and expenses payable to its auditors and accountants, custodian and its correspondents, domiciliary and corporate agent, registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the board of managers of the General Partner and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with General Partner's board of managers' meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

The Company constitutes one single legal entity. With regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it. The assets, liabilities, expenses and costs that cannot be allotted to one Sub-Fund will be charged to the different Sub-Funds in equal parts or, as far as it is justified by the amounts concerned, proportionally to their respective net assets.

IV. The assets shall be allocated as follows:

The General Partner shall establish a Class of Shares in respect of each Sub-Fund and may establish multiple Classes of Shares in respect of each Sub-Fund in the following manner:

- a) If multiple Classes of Shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such Classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. Within a Sub-Fund, Classes of Shares may be defined from time to time by the General Partner so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific distribution fee structure, and/or (v) a specific currency, (vi) the use of different hedging techniques in order to protect in the reference currency of the relevant Sub-Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant Class of Shares against long-term movements of their currency of quotation; and/or (vii) any other specific features as may be determined by the General Partner from time to time in compliance with applicable law;
- b) The proceeds to be received from the issue of Shares of a Class shall be applied in the books of the Company to the relevant Class of Shares issued in respect of such Sub-Fund, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the Class of Shares to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such Class or Classes shall be applied to the corresponding Sub-Fund subject to the provisions of this Article;

c) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;

d) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Class or Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Class or Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Class or Sub-Fund;

e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class of Shares or Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Classes of Shares pro rata to the net asset values of the relevant Classes of Shares or Sub-Funds or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith. Each Class of Shares or Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Class of Shares or Sub-Fund;

f) Upon the payment of distributions to the holders of any Class of Shares, the net asset value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such distributions;

g) The currency gains or losses of the hedging techniques used for hedging a currency Class will be allocated to the relevant Class.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, fraud, wilful default or negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the General Partner or by any bank, company or other organization which the General Partner may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

V. For the purpose of this Article:

1) Ordinary Shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the Redemption Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) Ordinary Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Subscription Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force on the relevant Valuation Day; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

-sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

**Art. 13. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares.** With respect to each Class of Shares, the net asset value per Share and the subscription, redemption and conversion price of Shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at a frequency determined by the General Partner, such date or time of calculation being referred to herein as the "Valuation Day".

The General Partner may temporarily suspend the determination of the net asset value per Share of any Class of Shares if any of particular Sub-Fund and the issue and redemption of its Shares from its shareholders as well as the conversion from and to Shares of each Class in the following circumstances:

a) during any suspension of the determination of the net asset value of the UCI or other investment vehicles in which the Company invests; or

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable; or

c) any period when, as a result of the political, economic, military or monetary events or any circumstance outside the control, responsibility and power of the General Partner, or the existence of any state of affairs in the property market, disposal of the assets of the Company is not reasonably practicable without materially and adversely affecting and prejudicing the interests of shareholders or if, in the opinion of the General Partner, a fair price cannot be determined for the assets of the Company; or

d) in emergency situations, such as when any market in which a significant portion of the Company's investments are currently quoted or traded is closed (other than for customary holidays or weekends) or during which dealings therein are restricted or suspended; any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposition of the Company's investments is not reasonably practicable or would be seriously prejudicial to the shareholders; or any breakdown in the means of communication normally used in determining the price or value of a substantial portion of the Company's investments; or

e) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets of such Sub-Fund; or

f) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to any Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

g) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange; or

h) during any period when the net asset value may not be determined accurately; or

i) if the General Partner recommends the winding up of the Company or the termination of a Sub-Fund.

When exceptional circumstances might adversely affect shareholders' interests or in the case that significant requests for subscription, redemption or conversion are received, the General Partner reserve the right to set the value of Shares in one or more Sub-Funds only after having sold the necessary securities, as soon as possible, on behalf of the Sub-Fund (s) concerned. In this case, subscriptions, redemptions and conversions that are simultaneously in the process of execution will be treated on the basis of a single net asset value in order to ensure that all shareholders having presented requests for subscription, redemption or conversion are treated equally.

Any such suspension of the calculation of the net asset value shall be published if appropriate and subscribers or shareholders requesting subscription, redemption or conversion of their Shares shall be notified by the Company on receipt of their request for subscription, redemption or conversion.

Suspended subscriptions, redemptions and conversions will be taken into account on the first Valuation Day after the suspension ends.

Such suspension as to any Class of Shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Class of Shares.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value in which case Shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the General Partner, such application will be dealt with as of the first Valuation Day as determined for each relevant Sub-Fund, following the end of the period of suspension. .

### **Title III - Administration and Supervision**

**Art. 14. General Partner.** The Company shall be managed by Crabel Fund GP S.à r.l (associé gérant commandité), a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (herein referred to as the "General Partner").

The General Partner may be dismissed in accordance with the provisions of applicable law. In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as General Partner of the Company, the Company shall be dissolved and liquidated.

#### **Art. 15. Powers and Liability of the General Partner.**

15.1. The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the purpose of the Company.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of incorporation to the general meeting of shareholders are within the powers of the General Partner. The General Partner may appoint investment advisors and managers, as well as any other management or administrative agents in compliance with the provisions of the Law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "1915 Law"). The General Partner may, under its responsibility, enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company unless otherwise provided by the Issuing Document.

15.2. The General Partner is liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. The holders of Ordinary Shares (as defined above) shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

**Art. 16. Signatory Authority.** Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

No Limited Shareholders shall represent the Company.

**Art. 17. Investment Policies, Restrictions and Borrowing.** The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-Fund, (ii) the currency hedging strategy to be applied to specific Classes of Shares within particular Sub-Funds and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the restrictions as shall be set forth by the General Partner in compliance with applicable laws and regulations.

**Art. 18. Conflict of Interest.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the managers or officers of the General Partner is/are interested in, or is a manager, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any manager or officer of the General Partner who serves as a manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any manager or officer of the General Partner may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such manager or officer shall make known to the General Partner such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such manager's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the General Partner in its discretion.

**Art. 19. Auditors.** The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

#### **Title IV - General meetings - Accounting year - Distributions**

**Art. 20. General Meetings of Shareholders of the Company.** The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company provided that any resolution shall be validly adopted only if approved by the General Partner.

Any resolution of a general meeting of shareholders to the effect of amending the present articles of incorporation must be passed with (i) a presence quorum of fifty per cent (50%) of the share capital (at the first call; being understood that no quorum requirement will apply at the second call if the quorum is not reached at the first call), (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the share capital present or represented and voting at the meeting and (iii) the consent of the General Partner.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the General Partner. It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company in Bertrange or at a place specified in the notice of meeting, each year on the fourth Thursday of May at 11.00 a.m.

All shareholders may participate to the general meeting of shareholders by way of videoconference, teleconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a general meeting by these means is equivalent to a participation in person at such general meeting.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the General Partner except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the General Partner may prepare a supplementary agenda.

To the extent all Shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.



Each Share of whatever Class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these articles of incorporation. A shareholder may act at any general meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder and may be a manager of the General Partner.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented and voting at the meeting and with the consent of the General Partner.

**Art. 21. General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund, or in a Class of Shares.** The holders of the Shares issued in respect of any Sub-Fund, or Classes of Shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund, or Class of Shares, provided that any resolution shall be validly adopted only if approved by the General Partner.

The provisions of Article 20, paragraphs 3, 5, 7, 8, 9, 10, 11 and 12 shall apply mutatis mutandis to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund, or a Class of Shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented and voting at the meeting, and the consent of the General Partner.

**Art. 22. Dissolution and Merger of Sub-Funds or Classes of Shares.** In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund, or the value of the net assets of any Class of Shares within a Sub-Fund, has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund, or such Class of Shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, which, in the opinion of the General Partner renders this decision necessary, or whenever the interest of the shareholders of the same Sub-Fund or Class of Shares demands so, the General Partner may decide to close one or several Sub-Fund(s) or Class(es) of Shares in the best interests of the Limited Shareholders and to redeem all the Ordinary Shares of the relevant Class or Classes at the net asset value per Share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the Limited Shareholders of the relevant Class or Classes of Shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the Limited Shareholders, the Limited Shareholders of the Sub-Fund or of the Class of Shares concerned may continue to request redemption of their Ordinary Shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any or all Classes of Shares or Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the General Partner, to redeem all the Ordinary Shares of the relevant Class or Classes of Shares or Sub-Fund and refund to the Limited Shareholders the net asset value of their Ordinary Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day, at which such decision will take effect. There will be no quorum requirements for such general meeting of shareholders, which will decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting and the consent of the General Partner.

The Company shall base the redemptions on the net asset value determined to take the liquidation expenses into account, but without deduction of any redemption fee or any other fee.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed Ordinary Shares may be cancelled.

In the event that the General Partner believes it is required for the interests of the Shareholders of the relevant Sub-Fund or that a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned has occurred which would justify it, the reorganisation of one Sub-Fund, by means of a division into two or more Sub-Funds, may be decided by the General Partner of the Fund. Such decision will be published in the same manner as described above and, in addition, the publication will contain information in relation to the two or more new Sub-Funds. Such publication will be made one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge before the operation involving division into two or more Sub-Funds becomes effective.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this Article, the General Partner may decide to terminate one or several Sub-Fund(s) by contribution to one or several existing Sub-Fund(s) within the Company or to another UCI organized under the provisions of the 2007 Law or of Part II of the 2002 Law (as defined in the Issuing Document) or to one or several sub-funds of such other UCI (the "new Fund") and to redesignate the Shares of the Class or Classes concerned as Ordinary Shares of another Class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article one month before its effectiveness, in order to enable Limited Shareholders to request redemption of their Ordinary Shares, free of charge, during such period.

At the expiry of this period, the decision related to the contribution binds all the Limited Shareholders who have not exercised such right, provided that when the UCI benefiting from such contribution is a mutual fund (fonds commun de placement), the decision only binds the shareholders who agreed to the contribution.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the first paragraph above, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Fund may be decided upon by a general meeting of the Shareholders of the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such a merger by resolution taken by simple majority of the Shares present or represented and validly voting at such meeting.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another UCI referred to hereabove or to another sub-fund within such other UCI will require a resolution of the shareholders of the Sub-Fund concerned taken with fifty per cent (50%) quorum requirement of the Shares in issue (at the first call) and adopted at a two-thirds (2/3) majority of the Shares present or represented, including the consent of the General Partner, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type (fonds commun de placement), in which case resolutions will be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

A Sub-Fund may exclusively be contributed to a foreign UCI upon unanimous approval of the shareholders of the relevant Classes of Shares issued in the Sub-Fund concerned or under the condition that only the assets of the consenting shareholders be contributed to the foreign UCI, including each time the consent of the General Partner.

All the Limited Shareholders concerned will be informed in the same manner as described in the first paragraph of this Article. Nonetheless, the Limited Shareholders of the absorbed Sub-Fund(s) shall be offered the opportunity to redeem their Shares free of charge during a month period starting as from the date on which they will have been informed of the decision of merger.

**Art. 23. Accounting Year.** The accounting year of the Company shall commence on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

**Art. 24. Distributions.** The right to dividends or distributions with respect to each Class of Shares are determined by the General Partner and further described in the Issuing Document.

Distributions shall be made, at the discretion of the General Partner, i.e., by means of dividends, return of Share premium (if any), or, as the case may be, by the redemption of Shares, as further described in the Issuing Document.

Payments of distributions to shareholders of the Company shall be made to such shareholders at their addresses in the register of registered Shares.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

The General Partner may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the General Partner.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant Class or Classes of Shares issued in respect of the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

All distributions will be made net of any income, withholding and similar taxes payable by the Company, including, for example, any withholding taxes on interest or dividends received by the Company and capital gains taxes, withholding taxes on the Company's investments.

## **Title V - Final provisions**

**Art. 25. Custodian.** To the extent required by law, the Company will enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the "Custodian").

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law.

If the Custodian desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The General Partner may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

**Art. 26. Dissolution of the Company.** The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 22 hereof under any circumstances without being limited to the circumstances described in the Issuing Document.

As per the 2007 Law, whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum share capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the General Partner. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the validly cast votes at the meeting and with the consent of the General Partner.

As per the 2007 Law, the question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum share capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided at the majority of one fourth of the validly cast votes at the general meeting and with the consent of the General Partner.

The general meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

**Art. 27. Liquidation.** Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

**Art. 28. Amendments to the Articles of Incorporation.** The Articles may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the 1915 Law and the consent of the General Partner.

**Art. 29. Statement.** Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

**Art. 30. Applicable Law.** All matters not governed by the Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law, as such laws have been or may be amended from time to time.

#### *Transitory Dispositions*

- 1) The first accounting year will begin on the date of the formation of the Company and will end on December 31, 2011.
- 2) The first annual general meeting will be held in 2012.

#### *Subscription and Payment*

The initial share capital of the Company of USD 50,000.- is subscribed as follows:

Crabel Real Estate Partners, LLC, prenamed, subscribes for one (1) Ordinary Share, resulting in a total payment of one dollar (USD 1.-).

Crabel Holdings, LLC, prenamed, subscribes for one (1) Ordinary Share, resulting in a total payment of one dollar (USD 1.-).

Crabel Fund, G.P., S.à r.l., prenamed, subscribes for forty-nine thousand nine hundred ninety-eight (49998) General Partner Shares, resulting in a total payment of forty-nine thousand nine hundred ninety-eight dollars (USD 49,998.-).

The General Partner Share and the Ordinary Shares are fully paid-up in cash so that the amount of fifty thousand dollars (USD 50,000.-) representing one hundred percent (100%) of the subscribed share capital, has been paid, as it has been justified to the undersigned notary. Evidence of the above payment has been given to the undersigned notary.

The subscribers declared that upon determination by the General Partner, pursuant to the Articles, of the various Classes of Shares which the Company shall have, they will elect the Class or Classes of Shares to which the Ordinary Shares subscribed to shall appertain.

#### *Expenses*

The formation and preliminary expenses of the Company, amount to approximately EUR 4,000.-.

#### *Declaration*

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in articles 26, 26-3 and 26-5 of the 1915 Law and expressly states that they have been fulfilled.

#### *General meeting of shareholders*

The above-named companies, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as validly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions:

1) DELOITTE S.A., a société anonyme, with registered office at 560, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number 67 895 is appointed auditor of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting of shareholders to be held in May 2012 and until its successor is elected and qualified.

2) The registered office of the Company is set at 31, Z.A Bourmicht, L-8070 Bertrange.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing party, the present notarial deed appears in English followed by a French translation; at the request of the same above appearing party, in case of divergence between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date at the beginning of this notarial deed.

This deed having been given for reading to the proxy holder of the appearing party, who signed together with the notary this original deed.

### Suit la version française

L'an deux mille onze, le vingt-septième jour du mois d'avril.

Par-devant nous, Maître Carlo Wersandt, notaire résidant à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, qui restera le dépositaire de la présente minute,

Ont comparu:

1) Crabel Real Estate Partners, LLC, ayant son siège social au 312 East Buffalo Street, Unit 30, Milwaukee, WI 53202, Etats-Unis d'Amérique, représentée aux présentes par Me Virginie Leroy, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Milwaukee, le 26 avril 2011.

2) Crabel Holdings, LLC, ayant son siège social au 312, East Buffalo Street, Unit 30, Milwaukee, WI 53202, Etats-Unis d'Amérique, représentée aux présentes par Me Virginie Leroy, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Milwaukee, le 26 avril 2011.

3) Crabel Fund, G.P., S.à r.l., ayant son siège social au 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, dont l'enregistrement au Registre du Commerce et des Sociétés est en cours, représentée aux présentes par Me Virginie Leroy, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à George Town, Grand Cayman le 26 avril 2011.

Lesdites procurations, paraphées «ne varietur» par les parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités l'enregistrement.

Les parties se présentant, agissant en leurs qualités susvisées, ont demandé au notaire instrumentant d'arrêter comme suit les statuts (ci-après, les «Statuts») d'une société d'investissement à capital variable à compartiments multiples, qui sont les suivants:

### «Titre I<sup>er</sup>. Dénomination - Siège social - Durée - Objet

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il existe entre les trois (3) souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires d'actions émises ultérieurement, une société en commandite par actions, qualifiée de société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé, sous la dénomination de "Crabel Fund SICAV-SIF" (ci-après la "Société").

**Art. 2. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg. La Société peut établir, par simple décision de l'Associé Commandité (tel que défini ci-après), des succursales et filiales ou des bureaux, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger (mais en aucun cas aux Etats-Unis d'Amérique, ses territoires ou possessions). Le siège social pourra être transféré au sein de Bertrange sur simple décision de l'Associé Gérant Commandité.

Au cas où l'Associé Commandité estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Objet.** L'objet exclusif de la Société est d'investir les fonds dont elle dispose dans un panier d'actifs en vue de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier les investisseurs des résultats de la gestion de leurs actifs.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, au sens le plus large autorisé par la Loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés (la «Loi de 2007»).

### Titre II. Capital social - Actions - Valeur nette d'inventaire

**Art. 5. Capital Social - Classes d'Actions.** Le capital de la Société sera représenté par des actions (collectivement les «Actions» ou individuellement une «Action»), sans mention de valeur, et sera à tout moment égal à la somme des actifs nets de la Société, conformément à l'article 12 des présents Statuts. Le capital social minimum, tel que prévu par la loi, ne doit pas être inférieur à l'équivalent en dollars US de un million deux cent cinquante mille euros (EUR1.250.000,-), qui doit être atteint dans un délai de douze (12) mois suivant l'agrément de la Société en tant qu'organisme de placement collectif selon la loi luxembourgeoise. Le capital initial correspond à l'équivalent en dollars US d'au moins trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par des Actions sans mention de valeur.

Le capital social de la Société sera représenté par les classes d'actions suivantes:

(i) Les «Actions de Commandité»: Actions souscrites par l'Associé Commandité, en sa qualité d'associé gérant commandité de la Société;

(ii) les «Actions Ordinaires»: Actions qui peuvent d'être de différentes classes (les «Classes d'Actions» ou individuellement la «Classe d'Actions») telles qu'elles pourront être prévues dans le document d'émission de la Société, tel que

modifié en temps opportun (le «Document d'Emission»); et qui sont souscrites par toute personne physique ou morale approuvée par l'Associé Commandité (tel que défini dans le Document d'Emission) comme détenteur(s) d'Actions Ordinaires, en tant qu'associés commanditaires (les «Associés Commanditaires»), avec les caractéristiques particulières, pour chaque Classe d'Actions Ordinaires, telles que décrites dans le Document d'Emission.

Les Actions Ordinaires à émettre selon les dispositions de l'article 7 ci-après pourront, à la discrétion de l'Associé Commandité, être d'une ou plusieurs Classes avec des multiples Series (chacune une «Serie»), caractéristiques, les termes et les conditions seront établis par l'Associé Commandité et décrits dans le Document d'Emission.

Le produit de l'émission de chaque Action sera investi en tout type de titres et tout autre actif autorisés par la Loi de 2007, suivant la politique d'investissement déterminée par l'Associé Commandité pour chaque Compartiment (tel que définis ci-après) établis pour la ou les Classes d'Actions concernées, compte tenu des restrictions d'investissement prévues par la Loi de 2007 ou déterminées par l'Associé Commandité.

L'Associé Commandité établira à tout moment une masse d'avoirs constituant un compartiment (chacun un «Compartiment») et ensemble, les «Compartiments») au sens de l'article 71 de la Loi de 2007, pour chaque Classe d'Actions, ou pour deux ou plusieurs Classes d'Actions, de la manière décrite à l'Article 12 ci-dessous. Entre actionnaires, chaque portefeuille d'actifs sera investi pour le bénéfice exclusif de la ou des Classes d'Actions concernées.

La Société constitue une seule et même entité juridique. Cependant, chaque Compartiment répond exclusivement des engagements qui lui sont attribuables.

L'Associé Commandité peut créer chaque Compartiment pour une durée illimitée ou limitée. Dans le dernier cas, à l'expiration de la durée du Compartiment, l'Associé Commandité pourra proroger, à la fin de la période initiale, la durée du Compartiment concerné une ou plusieurs fois. A l'expiration de la durée d'existence d'un Compartiment, la Société procédera au rachat de toutes les actions de la (des) Classe(s) d'Actions concernée(s), conformément aux dispositions de l'article 8 ci-après et sans préjudice de l'article 22 ci-après.

A chaque prolongation d'un Compartiment, les actionnaires concernés seront notifiés par lettre transmise à l'adresse telle que mentionnée au registre des actionnaires de la Société. Le Document d'Emission relatif aux Actions de la Société indiquera la durée de chaque Compartiment et, le cas échéant, sa prolongation.

Pour déterminer le capital de la Société, les avoirs nets correspondant à chaque Classe d'Actions seront, s'ils ne sont pas exprimés en USD, convertis en USD et le capital sera égal au total des avoirs nets de toutes les Classes d'Actions.

#### **Art. 6. Forme des Actions.**

(1) Seules des actions nominatives seront émises par la Société. Les Actions nominatives émises par la Société seront inscrites au registre des Actions nominatives qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes physiques ou morales désignées à cet effet par la Société; et ce registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'Actions nominatives, sa nationalité, sa résidence ou son siège social, tel qu'il a été communiqué à la Société, ainsi que le nombre d'Actions nominatives qu'il détient.

La propriété d'une Action nominative s'établit par l'inscription du nom de l'actionnaire de cette Action sur le registre des Actions nominatives. Conformément aux dispositions du Document d'Emission, la Société décidera si un certificat constatant cette inscription sera délivré à l'actionnaire ou si celui-ci recevra une confirmation écrite de sa qualité d'actionnaire. Des certificats globaux peuvent également être émis à la discrétion de l'Associé Commandité.

(2) Tout actionnaire désirant obtenir des Actions nominatives devra fournir à la Société une adresse à laquelle tous les avis et toutes les communications pourront être envoyés. Cette adresse sera inscrite à son tour au registre des actions nominatives.

Au cas où un actionnaire ne fournit pas d'adresse à la Société, mention pourra en être faite au registre des Actions nominatives, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse fixée par celle-ci, jusqu'à ce qu'une autre adresse soit communiquée à la Société par l'actionnaire. Celui-ci pourra à tout moment faire changer l'adresse portée au registre des actions nominatives par une déclaration écrite, envoyée à la Société à son siège social ou à telle autre adresse fixée par celle-ci.

(3) Lorsqu'un actionnaire peut justifier de façon satisfaisante pour la Société, que son certificat d'Actions a été égaré, endommagé ou détruit, un duplicata peut être émis à sa demande, aux conditions et garanties que la Société déterminera, notamment sous forme d'un certificat donné comme garantie qui inclura sans y être limité une obligation émise par une compagnie d'assurance, sans préjudice de toute autre forme de garantie que la Société pourra choisir. Dès l'émission du nouveau certificat d'Actions, sur lequel il sera mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat d'Actions original n'aura plus de valeur. Les certificats d'Actions endommagés peuvent être annulés par la Société et remplacés par de nouveaux certificats. La Société peut à son gré mettre à la charge de l'actionnaire le coût du duplicata ou du nouveau certificat d'Actions, ainsi que toutes les dépenses raisonnables encourues par la Société en relation avec l'émission du certificat de remplacement et son inscription au registre des Actions nominatives ou avec l'annulation de l'ancien certificat.

(4) La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Action. Si la propriété de la ou des Actions est indivise ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur la ou les Actions devront désigner un mandataire unique pour représenter la ou les Actions à l'égard de la Société. L'absence d'une telle désignation entraîne la suspension de l'exercice de tous les droits attachés à la ou aux Actions en question.

(5) La Société peut décider d'émettre des fractions d'Actions nominatives. Une fraction d'Action ne confère pas le droit de vote mais donnera droit à une fraction correspondante des actifs nets attribuables à la Classe d'Actions concernée.

**Art. 7. Emission des Actions.** Au sein de chaque Compartiment, l'Associé Commandité est autorisé à émettre sur décision de l'Associé Gérant Commandité à la Date de Souscription (telle que définie dans le Document d'Emission) et sans limitation un nombre illimité d'Actions Ordinaires entièrement libérées, sans réserver aux anciens actionnaires un droit préférentiel de souscription aux Actions à émettre.

L'Associé Commandité peut imposer des restrictions sur la fréquence à laquelle les Actions seront émises au sein de chaque Classe ou Compartiment; l'Associé Commandité peut, notamment, décider que les Actions d'une Classe au sein d'un Compartiment seront uniquement émises pendant une ou plusieurs périodes déterminées ou à toute autre périodicité telle que prévue dans le Document d'Emission relatif aux Actions.

Sauf disposition contraire déterminée dans le Document d'Emission pour un Compartiment, lorsque la Société offre des Actions Ordinaires en souscription, le prix par Action offerte sera égal à la valeur nette d'inventaire par Action de la Classe concernée au sein du Compartiment concerné, déterminée conformément à l'article 12 des présents Statuts au Jour d'Évaluation (tel que défini ci-après) conformément à la politique d'investissement déterminée périodiquement par l'Associé Commandité. Ce prix peut être majoré en fonction d'un pourcentage estimé de coûts et dépenses incombant à la Société quand elle investit les résultats de l'émission et en fonction des commissions de vente applicables, tel qu'approuvé de temps à autre par l'Associé Commandité. Le prix ainsi déterminé sera payable endéans une période déterminée par l'Associé Commandité, comme plus amplement détaillé dans le Document d'Emission.

Le paiement des Actions concernées doit avoir lieu lors d'un jour de paiement, tel que défini dans le Document d'Emission relatif aux Actions de la Société, ou lors de tout autre jour et aux conditions prévues par l'Associé Commandité et indiquées plus précisément dans le Documents d'Emission de la Société. Les modes de paiement liés à ces souscriptions doivent être déterminés par l'Associé Commandité conformément aux dispositions contenues dans le Document d'Emission.

L'Associé Commandité peut déléguer à tout gestionnaire, agent ou autre mandataire dûment autorisé à cette fin, le pouvoir d'organiser l'émission, la répartition, le transfert, la conversion et le rachat des Actions, d'accepter les souscriptions, de recevoir en paiement le prix des actions nouvelles à émettre et de les délivrer.

Dans le cas où des Actions souscrites ne sont pas payées, la Société peut racheter les actions émises tout en se réservant le droit de réclamer ses frais d'émission et commissions et tout autre frais.

L'Associé Commandité pourra accepter d'émettre des Actions Ordinaires en contrepartie d'un apport en nature de titres, en observant les prescriptions édictées par la loi luxembourgeoise et notamment l'obligation de produire un rapport d'évaluation du réviseur d'entreprises agréé de la Société et à condition que ces titres soient conformes aux objectifs et politiques d'investissement du Compartiment concerné. Les frais encourus en raison d'un apport en nature de titres seront à la charge de l'actionnaire effectuant un tel apport.

**Art. 8. Rachat des Actions.** Sauf disposition contraire déterminée dans le Document d'Emission pour un Compartiment, tout Associé Commanditaire peut, à tout moment, demander le rachat de tout ou partie des Actions Ordinaires qu'il détient, selon les modalités et procédures fixées par l'Associé Commandité dans le Document d'Emission et dans les limites imposées par la loi et dans les présents Statuts.

L'Associé Commandité peut imposer des restrictions sur la fréquence à laquelle les Actions Ordinaires seront rachetées dans chaque Classe d'Actions Ordinaires; l'Associé Commandité peut, notamment, décider que les Actions Ordinaires de chaque Classe seront uniquement rachetées aux jours de rachat (chacun un «Jour de Rachat» et ensemble, les «Jours de Rachat» tel que défini dans le Document d'Emission) tels que prévus dans le Document d'Emission.

Le prix de rachat par Action Ordinaire sera payable endéans une période déterminée, telle que définie dans le Document d'Emission de la Société ou à tout autre date, conformément aux termes et conditions déterminées par l'Associé Commandité, comme plus amplement détaillé dans le Document d'Emission de la Société. Le prix de rachat est fixé conformément à la politique déterminée par l'Associé Commandité en temps opportun, à la condition que les certificats d'Actions nominatives, le cas échéant, et les documents de transfert aient été reçus par la Société, et ce sous réserve des dispositions de l'article 13 des présents Statuts.

La Société pourra conserver une partie des sommes à verser à un Associé Commanditaire ayant demandé le rachat de ses Actions, jusqu'à ce que les montants dus à la Société suite au rachat d'actifs sous-jacents soient versés à la Société, tel qu'indiqué, le cas échéant, dans le Document d'Emission de la Société.

Le prix de rachat sera égal à la valeur nette d'inventaire par Action de la Classe concernée d'un Compartiment, déterminée conformément aux dispositions de l'article 12 des présents Statuts, diminuée des frais et commissions (le cas échéant) au taux fixé par le Documents d'Emission concernant les Actions. Ce prix de rachat pourra être arrondi vers le haut ou vers le bas à l'unité la plus proche de la devise concernée, ainsi que l'Associé Commandité le déterminera.

Au cas où une demande de rachat aurait pour effet de réduire le nombre ou la valeur nette d'inventaire globale des Actions détenues par un Associé Commanditaire dans une Classe d'Actions Ordinaires au sein du Compartiment concerné en dessous de tel nombre ou de telle valeur déterminé(e) par l'Associé Commandité, la Société peut décider que

cette demande soit traitée comme une demande de rachat de la totalité des Actions Ordinaires détenues par cet Associé Commanditaire dans cette Classe.

En outre, sauf disposition contraire dans le Document d'Emission, si lors d'un Jour de Rachat déterminé, les demandes de rachat faites conformément au présent article et les demandes de conversion faites conformément à l'article 9 ci-dessous, dépassent un certain seuil déterminé par l'Associé Commandité par rapport au nombre d'Actions Ordinaires en circulation dans une Classe spécifique d'un Compartiment, l'Associé Commandité peut décider que tout ou partie de telles demandes de rachat ou conversion seront reportées pour une période et aux conditions déterminées par l'Associé Commandité, eu égard à l'intérêt de la Société. Ces demandes de rachat et conversion seront traitées, lors du Jour de Rachat suivant cette période, prioritairement aux demandes introduites postérieurement.

La Société aura le droit, si l'Associé Commandité en décide ainsi, de satisfaire au paiement du prix de rachat à chaque Associé Commanditaire y consentant par l'attribution en nature à l'actionnaire d'investissements provenant de la masse des avoirs établie en rapport avec cette ou ces Classe(s) d'Actions Ordinaires d'une valeur correspondant à la valeur des actions à racheter (calculée suivant la procédure décrite à l'article 12) au Jour de Rachat lors duquel le prix de rachat est calculé, à la valeur des Actions Ordinaires faisant l'objet de la demande de rachat. La nature et le type des avoirs à transférer en pareil cas seront déterminés sur une base équitable et raisonnable et sans porter préjudice aux intérêts des autres Associés Commanditaires de la ou des Classe(s) d'Actions Ordinaires concernée(s) et l'évaluation dont il sera fait usage devra être confirmée par un rapport spécial du réviseur d'entreprises agréé de la Société. Les coûts de tels transferts devront être supportés par le cessionnaire.

Toutes les Actions Ordinaires rachetées pourront être annulées.

**Art. 9. Conversion des Actions.** Sauf disposition contraire du Document d'Emission pour certaines Classes d'Actions ou certains Compartiments, tout actionnaire est en droit de demander la conversion de tout ou partie de ses Actions d'une Classe en Actions de la même ou d'une autre Classe, au sein du même Compartiment ou d'un Compartiment à un autre, sous réserve des restrictions relatives aux modalités, aux conditions et au paiement de tels frais et charges tel que déterminés par l'Associé Commandité.

Le prix de conversion des Actions Ordinaires sera calculé par référence à la valeur nette d'inventaire respective des Classes d'Actions concernées des Compartiments concernés, calculée lors du même Jour de Rachat.

Au cas où une demande de conversion aurait pour effet de réduire le nombre ou la valeur nette d'inventaire globale des Actions détenues par un actionnaire dans une Classe d'Actions en dessous de tel nombre ou de telle valeur déterminé (e) par l'Associé Commandité, la Société peut décider que cette demande soit traitée comme une demande de conversion de la totalité des Actions détenues par cet actionnaire dans cette Classe.

Les Actions qui ont été converties pourront être annulées.

**Art. 10. Transfert d'Actions.** Les Actions Ordinaires détenues ne peuvent être transférées, ou données en gage, à un investisseur qu'avec le consentement de l'Associé Commandité, un tel consentement ne pourra être refusé sans motif raisonnable. Tout transfert d'Actions Ordinaires n'est par ailleurs possible que si l'acheteur ou le cessionnaire assume complètement par écrit, préalablement au transfert, toutes les obligations restantes du vendeur en vertu du contrat de souscription conclu avec le vendeur.

Au cas où l'Associé Commandité ne donne pas son consentement au transfert envisagé d'Actions Ordinaires, l'actionnaire concerné aura le droit de procéder au rachat de ses Actions Ordinaires selon les dispositions de l'article 8 ci-avant.

**Art. 11. Restrictions à la Propriété des Actions.** La Société pourra restreindre ou empêcher la propriété de ses Actions Ordinaires par toute personne, firme ou société, si, (i) de l'avis de la Société, une telle propriété peut être préjudiciable à la Société ou à ses actionnaires, (ii) si elle peut entraîner la violation d'une disposition légale ou réglementaire, ou toute exigence émanant d'une agence gouvernementale, luxembourgeoise ou étrangère, ou (iii) s'il en résulte que la Société pourrait encourir des charges fiscales, réglementaires, financières ou autres désavantages qu'elle n'aurait pas encourus autrement, ou (iv) sur la seule décision discrétionnaire de l'Associé Commandité (ces personnes, firmes ou sociétés seront déterminées par l'Associé Commandité, ci-après désignées «Personnes Non Autorisées»).

A cet effet la Société pourra:

A. - refuser l'émission d'Actions Ordinaires et l'inscription du transfert d'une Action Ordinaire lorsqu'il apparaît que cette inscription ou ce transfert aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété ou le bénéfice économique de ces Actions Ordinaires à une Personne Non Autorisée; et/ou

B. - à tout moment, demander à toute personne figurant au registre des Actions nominatives, ou à toute autre personne qui demande d'enregistrer le transfert d'Actions Ordinaires au registre des Actions nominatives, de lui fournir tous renseignements qu'elle estime nécessaires, éventuellement appuyés d'une déclaration sous serment, en vue de déterminer si ces Actions Ordinaires appartiennent ou vont appartenir économiquement à une Personne Non Autorisée, ou si cette inscription au registre pourrait avoir pour conséquence le bénéfice économique de ces Actions Ordinaires par une Personne Non Autorisée; et/ou

C. - refuser d'accepter, lors de toute assemblée générale d'actionnaires de la Société, le vote de toute Personne Non Autorisée; et

D. - s'il apparaît à la Société qu'une Personne Non Autorisée, seule ou avec toute autre personne, est le bénéficiaire économique d'Actions Ordinaires, elle pourra l'enjoindre de vendre ses Actions Ordinaires et de prouver cette vente à la Société dans les trente (30) jours de cette injonction. Si l'Associé Commanditaire en question manque à son obligation, la Société pourra procéder ou faire procéder au rachat forcé de l'ensemble des actions détenues par cet Associé Commanditaire, en respectant la procédure suivante:

(1) La Société enverra un second préavis (appelé ci-après «avis de rachat») à l'Associé Commanditaire possédant les Actions Ordinaires ou apparaissant au registre des Actions nominatives comme étant le propriétaire des actions à racheter; l'avis de rachat spécifiera les titres à racheter, la manière suivant laquelle le prix de rachat sera déterminé et le nom de l'acheteur.

L'avis de rachat sera envoyé à l'Associé Commanditaire par lettre recommandée affranchie adressée audit Associé Commanditaire, à sa dernière adresse connue ou à l'adresse inscrite dans les livres de la Société. L'Associé Commanditaire en question sera obligé de remettre à la Société sans délai le ou les certificats représentant les Actions Ordinaires spécifiées dans l'avis de rachat.

Immédiatement après la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis de rachat, l'Associé Commanditaire en question cessera d'être propriétaire des Actions Ordinaires spécifiées dans l'avis de rachat et, en cas d'Actions nominatives, son nom sera par conséquent rayé du registre des Actions nominatives.

(2) Le prix auquel les Actions Ordinaires spécifiées dans l'avis de rachat seront rachetées (appelé ci-après «prix de rachat») sera basé sur la valeur nette d'inventaire par action de la Classe concernée au Jour d'Evaluation déterminé par l'Associé Commandité pour le rachat d'Actions Ordinaires de la Société et qui précédera immédiatement la date de l'avis de rachat ou suivra immédiatement la remise du ou des certificats représentant les Actions spécifiées dans cet avis, étant entendu que le prix le moins élevé sera retenu conformément à l'article 8 ci-dessus, déduction faite des commissions prévues.

(3) Le paiement du prix de rachat des actions à l'ancien propriétaire de l'Action Ordinaire concernée sera effectué dans la devise déterminée par l'Associé Commandité pour le paiement du prix de rachat de l'Action Ordinaire de la Classe concernée, la somme ainsi déterminée sera déposée pour être versée à l'ancien propriétaire par la Société, auprès d'une banque au Luxembourg ou à l'étranger (telle que spécifiée dans l'avis de rachat), après détermination finale du prix de rachat et moyennant la remise du ou des certificats d'Actions indiqués dans l'avis de rachat, ensemble avec les coupons non échus qui y sont attachés. Dès signification de l'avis de rachat, l'ancien propriétaire des Actions mentionnées dans l'avis de rachat ne pourra plus faire valoir de droit sur ces actions ni exercer aucune action contre la Société et ses avoirs, sauf le droit de l'actionnaire apparaissant comme étant le propriétaire des Actions de recevoir le prix déposé (sans intérêts) à la banque après remise effective du ou des certificats d'Actions. Au cas où le prix de rachat exigible par un Associé Commanditaire n'aurait pas été réclamé dans les 6 mois de la date spécifiée dans l'avis de rachat, ce prix ne pourra plus être réclamé et sera déposé à la «Caisse de Consignation». L'Associé Commandité aura tous pouvoirs pour prendre périodiquement les mesures nécessaires et autoriser toute action au nom de la Société en vue d'opérer cette restitution.

(4) L'exercice par la Société des pouvoirs conférés au présent article ne pourra en aucun cas être mis en question ou invalidé au motif qu'il n'y aurait pas de preuve suffisante de la propriété des Actions Ordinaires dans le chef d'une personne ou que la propriété réelle des Actions Ordinaires était autre que celle admise par la Société à la date de l'avis de rachat, sous réserve que la Société ait, dans ce cas, exercé ses pouvoirs de bonne foi.

L'expression «Personne Non Autorisée» telle qu'utilisée dans les présents Statuts, n'inclut ni un souscripteur d'Actions Ordinaires de la Société émises à l'occasion de la constitution de la Société aussi longtemps qu'un tel souscripteur détient de telles Actions, ni les marchands de valeurs mobilières qui acquièrent des Actions Ordinaires lors d'une émission d'Actions Ordinaires par la Société avec l'intention de les distribuer.

Le terme de «Personne Non Autorisée» inclut tout investisseur qui n'est pas un investisseur averti au sens de l'article 2 de la Loi de 2007.

Un investisseur averti, au sens de l'article 2 de la Loi de 2007 (un Investisseur Eligible), est défini comme: (i) tout investisseur institutionnel au sens de la définition apportée par l'autorité de surveillance luxembourgeoise, telle qu'elle pourrait être modifiée, (ii) tout investisseur professionnel tel que défini par la Directive 2004/39/CE du Parlement Européen et du Conseil du 21 Avril 2004 sur les marchés d'instruments financiers, telle que modifiée, ainsi que (iii) tout autre investisseur qui répond aux conditions suivantes:

a) il a déclaré par écrit son adhésion au statut d'investisseur averti, et

b) (i) il investit un minimum correspondant à l'équivalent en dollars US de cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000) dans la Société, ou (ii) il bénéficie d'une appréciation, de la part d'un établissement de crédit au sens de la directive 2006/48/CE, d'une entreprise d'investissement au sens de la directive 2004/39/CE ou d'une société de gestion au sens de la directive 2001/107/CE certifiant son expertise, son expérience et sa connaissance pour apprécier de manière adéquate le placement effectué dans la Société.

Les conditions du présent article ne s'appliquent pas aux dirigeants et aux autres personnes qui interviennent dans la gestion de la Société conformément aux dispositions de la Loi de 2007.

En plus de toute responsabilité prévue par la loi applicable, chaque Associé Commanditaire qui n'est pas qualifié d'Investisseur Eligible, et qui détient des Actions Ordinaires dans la Société, exonérera de toute responsabilité et indem-



nisera la Société, l'Associé Commandité, les autres Associés Commanditaires et les agents de la Société pour tous dégâts, pertes et dépenses résultant ou en relation avec cette détention, dans les circonstances où l'Associé Commanditaire concerné a fourni une documentation trompeuse ou incorrecte ou a fait des représentations trompeuses ou incorrectes pour établir injustement son statut comme Investisseur Eligible ou a manqué de notifier à la Société la perte de ce statut.

L'expression «Personne Non Autorisée» inclut également les catégories de ressortissants aux Etats-Unis ou entités qui ne remplissent pas les conditions d'éligibilité pour investir dans la Société et tels que définis et sous réserve des modifications qui pourraient être apportées à cette définition dans le Document d'Emission pour les Actions Ordinaires de la Société.

L'expression «Personne Non Autorisée» n'inclut ni un souscripteur d'Actions Ordinaires de la Société émises à l'occasion de la constitution de la Société aussi longtemps qu'un tel souscripteur détient de telles Actions Ordinaires, ni les marchands de valeurs mobilières qui acquièrent des Actions Ordinaires lors d'une émission d'Actions Ordinaires par la Société avec l'intention de les distribuer.

**Art. 12. Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action.** La valeur nette d'inventaire par Action de chaque Classe d'Actions et Séries dans chaque Compartiment sera calculée dans la devise de référence (telle que définie dans le Document d'Emission) de la Classe ou du Compartiment concerné(e) et sera déterminée chaque Jour d'Évaluation (tel que défini dans le Document d'Emission) en divisant les actifs nets de la Société correspondant à chaque Classe d'Actions et Série, constitués par la portion des avoirs diminuée de la valeur des engagements attribuables à cette Classe ou Série au Jour d'Évaluation concerné, par le nombre total d'Actions de chaque Classe ou Série en circulation à ce moment, selon les règles d'évaluation décrites ci-dessous. La valeur nette d'inventaire par Action ainsi obtenue sera arrondie vers le haut ou vers le bas à l'unité la plus proche de la devise concernée tel que l'Associé Commandité le déterminera. Si depuis le moment de la détermination de la valeur nette d'inventaire, un changement substantiel des cours sur les marchés, sur lesquels une partie substantielle des investissements attribuables à la Classe d'Actions ou Série concernée sont négociés ou cotés, est intervenu, la Société peut effectuer une deuxième évaluation et annuler la première évaluation afin de sauvegarder les intérêts de l'ensemble des actionnaires et de la Société.

L'évaluation de la valeur nette d'inventaire des différentes Classes d'Actions se fera de la manière suivante:

I. Les avoirs de la Société comprendront:

- 1) toutes les espèces en caisse ou en dépôt, y compris les intérêts échus;
- 2) tous les effets et billets payables à vue ainsi que les comptes exigibles (y compris les résultats de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été encaissé);
- 3) tous les titres, dépôts à terme, certificats de dépôt, actions, obligations, obligations sans garantie, droits de souscription, warrants, options ou autres valeurs, instruments financiers et avoirs équivalents détenus ou contractés pour et par la Société (à condition que la Société puisse faire des ajustements qui ne soient pas contradictoires au paragraphe (a) ci-dessous quant aux fluctuations de la valeur de marché des valeurs provenant des transactions ex-dividendes ex-droits ou par des pratiques similaires);
- 4) tous les dividendes, sous forme d'actions ou en numéraire, et les bonis de distribution à recevoir par la Société en numéraire, à condition que la Société en ait été informée;
- 5) les investissements dans des organismes de placement collectif («OPC») de type ouvert ou dans d'autres types de structures;
- 6) tous les intérêts échus sur tout avoir productif d'intérêts, appartenant à la Société, à moins que ces intérêts ne soient inclus ou reflétés dans la somme principale de tels actifs;
- 7) les dépenses préliminaires de la Société, y compris les frais d'émission et de distribution des actions de la Société, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été amorties;
- 8) tous les autres avoirs détenus par la Société, de quelque nature qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance.

II. La valeur de ces avoirs sera déterminée de la manière suivante:

Les investissements dans les Fonds Maîtres (tel que définis dans le Document d'Emission) seront évalués sur la base de la dernière valeur nette d'inventaire connue du Fonds Maître, à moins que l'Associé Gérant Commandité ne considère que cette dernière valeur n'est pas représentative, auquel cas la valeur des actifs concernés de la Société seront évalués à leur juste valeur comme déterminé prudemment et de bonne foi par l'Associé Gérant Commandité;

(a) La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, des effets et billets payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes en numéraire et des intérêts déclarés ou courus tel qu'indiqué ci-dessus mais non encore encaissés, consistera dans la valeur nominale de ces avoirs à moins qu'il ne s'avère improbable que cette valeur puisse être versée ou obtenue dans son intégralité, auquel cas la valeur de ces avoirs sera déterminée en retranchant un montant que la Société estimera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.

(b) Toutes les valeurs et instruments échangés ou cotés sur une bourse de valeur ou tout autre marché organisé seront évalués sur la base de son dernier cours connus.

(c) Dans la mesure où des valeurs et instruments ne sont pas négociés ou cotés sur une bourse de valeurs ou sur un autre marché réglementé ou si, pour des valeurs cotées ou négociées sur une telle bourse ou sur un tel autre marché, le prix déterminé conformément aux dispositions du sous-paragraphe (b) ci-dessus n'est pas représentatif de leur valeur,

ceux-ci seront évaluées au prix de marché ou autrement à leur juste valeur à laquelle on peut s'attendre lors de leurs revente, comme déterminé prudemment et de bonne foi par ou sous la direction de l'Associé Commandité.

(d) les investissements dans des organismes de placement collectif («OPC») de type ouvert et dans les autres véhicules d'investissement seront évaluées en fonction de la dernière valeur nette d'inventaire déterminée et disponible de cet OPC ou autre véhicule d'investissement, à moins que cette dernière ne soit considérée par l'Associé Commandité comme n'étant pas représentative. Dans ce cas, la valeur réelle des avoirs de la Société sera évaluée par l'Associé Commandité, sur la base de leur juste valeur du marché déterminée prudemment et de bonne foi.

(e) La valeur de liquidation des contrats à terme (futures ou forward) ou des contrats d'options, qui ne sont pas admis à une cote officielle sur une bourse de valeurs ni négociés sur un autre marché réglementé équivaut à leur valeur de liquidation nette déterminée conformément aux politiques établies par l'Associé Commandité de façon prudente et de bonne foi sur une base appliquée de façon cohérente à chaque type de contrat. La valeur de liquidation des contrats à terme (futures ou forward) et des contrats d'options qui sont négociés sur des bourses de valeurs ou d'autres marchés réglementés est basée sur le dernier prix disponible de règlement de ces contrats sur les bourses de valeurs et marchés réglementés sur lesquels ces contrats à terme (futures ou forward) et ces contrats d'options sont négociés pour le compte de la Société; si un contrat à terme (futures ou forward) ou un contrat d'option ne peut pas être liquidé le jour auquel les avoirs sont évalués, la base qui sert à déterminer la valeur de liquidation de ce contrat est déterminée par l'Associé Commandité de façon juste et raisonnable.

(f) Les instruments du marché monétaire dotés d'une échéance résiduelle de 90 jours ou moins seront évalués suivant la méthode du coût amorti, qui s'approche de la valeur de marché. Conformément à cette méthode des coûts amortis, les avoirs du Compartiment considéré sont évalués à leur coût d'acquisition avec un ajustement de la prime d'amortissement ou un accroissement de l'escompte plutôt qu'au prix du marché.

(g) Les swaps (contrats d'échange) sur taux d'intérêts seront valorisés à leur valeur de marché établie par référence à la courbe des taux d'intérêts applicable. Les swaps sur indices ou sur instruments financiers seront évalués à leur valeur de marché, en se basant sur l'indice ou l'instrument financier applicable. L'évaluation des swaps sur ces indices sur ces instruments financiers sera basée sur la valeur de marché de ces swaps, conformément aux procédures établies par l'Associé Commandité de la Société.

Les swaps de risque de crédit sont évalués sur la base de la fréquence de la valeur nette d'inventaire, fondée sur une valeur de marché fournie par des intervenants externes actifs dans la fixation des prix. Le calcul de la valeur de marché est basée sur le risque de crédit de l'entité de référence, respectivement l'émetteur, l'échéance du swap de risque de crédit et sa liquidité sur le marché secondaire. La méthode d'évaluation est reconnue par l'Associé Commandité de la Société et vérifiée par les réviseurs d'entreprises.

Les swaps sur rendement total («Total Return Swap») ou les Total Rate Of Return Swaps («TRORS»), seront évalués à leur juste valeur selon les procédures approuvées par l'Associé Commandité. Ces swaps n'étant pas négociés en bourse mais constituant des contrats privés auxquels la Société et un cocontractant sont directement parties, les données utilisées dans les modèles d'évaluation sont généralement établies par référence à des marchés actifs. Cependant il est probable que ces données de marché ne soient pas toujours disponibles pour les total return swaps ou les TRORS aux alentours du Jour d'Evaluation. Lorsque ces données de marché ne sont pas disponibles, des données disponibles pour des instruments similaires (e.g. un instrument sous-jacent différent pour la même entité de référence ou une entité similaire), seront utilisées pour évaluer ces swaps, étant entendu que des ajustements devront être faits afin de refléter les différences entre les total return swaps ou les TRORS et les instruments financiers similaires pour lesquels un prix est disponible. Les données du marché et les prix proviendront des marchés, d'un marchand de titres, d'une agence de fixation de prix externe ou d'une contrepartie.

Si ces données de marché ne sont pas disponibles, les total return swaps ou les TRORS seront évalués à leur juste valeur par application d'une méthode d'évaluation approuvée par l'Associé Commandité, cette méthode devant être une méthode largement acceptée comme constituant une «bonne pratique de marché» (c'est-à-dire une méthode utilisée par les intervenants dans la fixation des prix sur les marchés ou dont il a été prouvé qu'elle aboutit à des estimations fiables des prix sur le marché), étant entendu que des ajustements justes et raisonnables de l'avis de l'Associé Commandité seront faits. Le réviseur d'entreprise de la Société contrôlera le bien-fondé de la méthode d'évaluation employée dans le cadre de l'évaluation des total return swaps ou des TRORS. Dans tous les cas la Société évaluera toujours les total return swaps ou les TRORS aux conditions de marché.

Tous les autres swaps seront évalués à leur juste valeur qui sera fixée de bonne foi selon les procédures mises en place par l'Associé Commandité de la Société.

(h) La valeur des «contracts for differences» est déterminée par la valeur des avoirs sous-jacents et varie de façon similaire à ces avoirs. Les «contracts for differences» seront évalués à leur juste valeur qui sera fixée de bonne foi selon les procédures mises en place par l'Associé Commandité.

(i) La valeur de tous les autres avoirs de la Société sera évaluée sur la base de leur prix d'acquisition incluant les coûts, charges et dépenses en relation avec cette acquisition ou, si le prix d'acquisition n'est pas représentatif, sur la base de leur prix estimé de revente raisonnablement envisageable déterminé prudemment et de bonne foi.

Afin de déterminer la valeur des avoirs de la Société, l'agent administratif pourra, lors du calcul de la valeur nette d'inventaire, prenant en considération les procédures standards et utilisant la diligence nécessaire à cet égard, se référer

aux évaluations fournies (i) par différentes sources d'évaluation des cours disponibles sur le marché, telles que les agences d'évaluation (i.e. Bloomberg, Reuters) ou les administrateurs de fonds, (ii) par des primes brokers, courtiers, teneur de marché ou autres intermédiaires ou (iii) par un/des spécialiste(s) dûment autorisé(s) à cet effet par l'Associé Commandité. Enfin, (iv) au cas où aucun cours n'est trouvé ou lorsque l'évaluation ne peut être correctement effectuée, l'agent administratif peut se fonder sur une évaluation fournie par l'Associé Commandité.

Au cas où (i) une ou plusieurs sources d'évaluation ne peut fournir d'évaluation à l'agent administratif, ce qui pourrait avoir un impact significatif sur la valeur nette d'inventaire, ou si (ii) la valeur de tout avoir ne peut être déterminée aussi rapidement et précisément que nécessaire, l'agent administratif sera autorisé à reporter le calcul de la valeur nette d'inventaire et en conséquence pourra être incapable de déterminer les prix de souscription et de rachat. Dans cette hypothèse, l'Associé Commandité sera immédiatement informé par l'agent administratif. L'Associé Commandité pourra ensuite décider de suspendre le calcul de la valeur nette d'inventaire conformément aux procédures décrites à l'article 13 ci-dessous.

Des dispositions particulières seront prises, Compartiment par Compartiment, concernant les dépenses à la charge de chaque Compartiment de la Société et des opérations hors-bilan pourront être prises en compte sur le fondement de critères justes et prudents.

La valeur de tous les avoirs et engagements non exprimés dans la devise de référence d'un Compartiment ou d'une Classe sera convertie dans la devise de référence du Compartiment ou de la Classe au taux de change qui prévaut à Luxembourg le Jour d'Évaluation concerné.

Si ces cours ne sont pas disponibles, le taux de change sera déterminé avec prudence et bonne foi par et selon les procédures fixées par l'Associé Commandité.

L'Associé Commandité, à son entière discrétion, pourra permettre l'utilisation de toute autre méthode d'évaluation s'il considère que cette évaluation reflète de manière plus adéquate la valeur probable de réalisation d'un avoir détenu par la Société.

### III. Les engagements de la Société comprendront:

- 1) tous les emprunts, effets et dettes actives;
- 2) tous les intérêts courus sur les emprunts de la Société (y compris les frais afférents aux engagements relatifs à ces emprunts);
- 3) toutes les dépenses courues ou à payer;
- 4) toutes les obligations connues, échues ou non, y compris toutes les obligations contractuelles échues ayant pour objet des paiements en espèces ou en nature, y compris le montant des dividendes annoncés par la Société mais non encore payés;
- 5) une provision appropriée pour impôts futurs sur le capital et sur le revenu au Jour d'Évaluation concerné, fixée périodiquement par la Société et, le cas échéant, toutes autres réserves autorisées et approuvées par l'Associé Commandité ainsi qu'un montant (s'il y a lieu) que l'Associé Commandité pourra considérer comme constituant une provision suffisante pour faire face à toute obligation éventuelle de la Société;
- 6) tous autres engagements de la Société de quelque nature que ce soit, reflétés conformément aux principes de comptabilité généralement admis. Dans l'évaluation du montant de ces engagements, la Société prendra en considération toutes les dépenses payables par elle et qui comprennent les frais de constitution, les frais administratifs, les commissions payables aux gestionnaires en investissement et conseillers en investissements le cas échéant, y compris commissions de performance, les frais et commissions payables aux réviseurs d'entreprises agréés et aux comptables, à la banque dépositaire et à ses correspondants, aux agents domiciliataire, administratif, teneur de registre et de transfert, à l'agent de cotation, à tout agent payeur, aux représentants permanents des lieux où la Société a été enregistrée, ainsi qu'à tout autre employé de la Société, la rémunération des membres du conseil de gérance de l'Associé Commandité ainsi que les dépenses raisonnablement encourues par ceux-ci, les frais d'assurance et les frais raisonnables de voyage relatifs aux réunions du conseil de gérance de l'Associé Commandité, les frais encourus en rapport avec l'assistance juridique et la révision des comptes de la Société, les frais des déclarations d'enregistrement auprès des autorités gouvernementales et des bourses de valeurs au Grand-duché de Luxembourg ou à l'étranger, les frais relatifs aux rapports et à la publicité incluant les frais de préparation, d'impression et de distribution des prospectus, rapports explicatifs, rapports périodiques et déclarations d'enregistrement, les frais des rapports pour la publicité aux actionnaires, tous les impôts et droits prélevés par les autorités gouvernementales et toutes les taxes similaires, toute autre dépense d'exploitation, y compris les frais d'achat et de vente des avoirs, les intérêts, les frais financiers, bancaires ou de courtage, les frais de poste, téléphone et télex. La Société pourra tenir compte des dépenses administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique, par une estimation pour l'année ou pour toute autre période.

La Société constitue une seule et même entité juridique. A l'égard des tiers et en particulier des créanciers de la Société, chaque Compartiment sera exclusivement responsable de tous les engagements qui lui sont attribués. Les avoirs, engagements, dépenses et autres coûts qui ne peuvent pas être attribués à un Compartiment seront répartis entre les différents Compartiments en parts égales ou, si c'est justifié par les montants concernés, en proportion de leurs avoirs respectifs.

### IV. Les avoirs seront affectés comme suit:

L'Associé Commandité établira une Classe d'Actions correspondant à chaque Compartiment et pourra établir plusieurs Classes d'Actions correspondant à chaque Compartiment de la manière suivante:

(a) Si plusieurs Classes d'Actions se rapportent à un Compartiment déterminé, les avoirs correspondant à ces Classes seront investis ensemble conformément à la politique d'investissement spécifique du Compartiment concerné, étant entendu qu'au sein d'un Compartiment, l'Associé Commandité peut établir des Classes d'Actions de manière à correspondre à (i) une politique de distribution spécifique, telle que donnant droit à des distributions, ou ne donnant pas droit à des distributions, et/ou (ii) une structure spécifique de frais de vente ou de rachat, et/ou (iii) une structure spécifique de frais de gestion ou de conseil en investissements, et/ou (iv) une structure spécifique de frais de distribution, et/ou (v) une devise spécifique et/ou (vi) l'utilisation de différentes techniques de couverture afin de protéger dans la devise de référence du Compartiment concerné les avoirs et revenus libellés dans la devise d'une Classe d'Actions contre les mouvements à long terme de leur devise de cotation et/ou (vii) telles autres caractéristiques que l'Associé Commandité établira en temps opportun conformément aux lois applicables;

(b) Les produits résultant de l'émission d'actions relevant d'une Classe d'Actions seront attribués dans les livres de la Société à la Classe d'Actions concernées établie au titre du Compartiment concerné et, le cas échéant, le montant correspondant augmentera la proportion des avoirs nets de ce Compartiment attribuables à la Classe des Actions à émettre;

b) Les produits résultant de l'émission d'Actions relevant d'une Classe d'Actions seront attribués dans les livres de la Société à la Classe d'Actions concernée eu égard audit Compartiment et, le cas échéant, le montant correspondant augmentera la proportion des avoirs nets de ce Compartiment attribuables à la Classe d'Actions à émettre, et les avoirs, engagements, revenus et frais relatifs à cette ou ces Classe(s) d'Actions seront attribués au Compartiment correspondant, conformément aux dispositions du présent article;

c) Lorsqu'un avoir découle d'un autre avoir, il sera attribué, dans les livres de la Société, au même Compartiment auquel appartient l'avoir dont il découle, et à chaque nouvelle évaluation d'un avoir, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribuée au Compartiment correspondant;

d) Lorsque la Société supporte un engagement qui est attribuable à un avoir d'une Classe ou d'un Compartiment déterminé ou à une opération effectuée en rapport avec les avoirs d'une Classe ou d'un Compartiment déterminé, cet engagement sera attribué à cette Classe ou à ce Compartiment;

e) Au cas où un avoir ou un engagement de la Société ne peut pas être attribué à une Classe d'Actions ou un Compartiment en particulier, cet avoir ou engagement sera attribué à toutes les Classes d'Actions, en proportion de la valeur nette d'inventaire des Classes d'Actions ou Compartiments concernés ou de telle autre manière que l'Associé Commandité déterminera avec bonne foi. Chaque Classe d'Action ou Compartiment ne sera responsable que pour les engagements attribuables à cette Classe d'Actions ou à ce Compartiment;

f) A la suite de distributions faites aux détenteurs d'Actions d'une Classe, la valeur nette d'inventaire de cette Classe d'Actions sera réduite du montant de ces distributions;

g) Les gains ou pertes liés aux techniques de couverture mises en oeuvre pour la couverture d'une Classe d'Actions seront alloués à la Classe d'Actions concernée.

Toutes les règles d'évaluation et leur mise en oeuvre seront interprétées et effectuées conformément aux principes comptables généralement acceptés.

En l'absence de mauvaise foi, manquement ou négligence grave ou erreur manifeste, chaque décision prise lors du calcul de la valeur nette d'inventaire par l'Associé Commandité ou par une quelconque banque, société ou autre organisation désignée par l'Associé Commandité pour les besoins du calcul de la valeur nette d'inventaire sera définitive et obligatoire pour la Société et les actionnaires actuels, anciens ou futurs.

V. Pour les besoins de cet article:

1) les Actions Ordinaires en voie de rachat conformément à l'article 8 des présents Statuts seront considérées comme existantes jusqu'immédiatement après l'heure, fixée par l'Associé Commandité, du Jour de Rachat au cours duquel un tel rachat est effectué, et seront, à partir de ce moment et jusqu'à ce que le prix en soit payé par la Société, considérées comme engagement de la Société;

2) les Actions Ordinaires à émettre par la Société seront traitées comme étant créées à partir de l'heure fixée par l'Associé Commandité du Jour de Souscription au cours duquel une telle émission est faite, et leur valeur sera, à partir de ce moment, traitée comme une créance de la Société jusqu'à ce que le prix en soit payé;

3) tous investissements, soldes en espèces et autres avoirs, exprimés autrement que dans la devise de référence du Compartiment concerné, seront évalués en tenant compte du prix du marché ou des taux de change en vigueur au Jour d'Évaluation concerné; et

4) à chaque Jour d'Évaluation où la Société aura conclu un contrat dans le but:

- d'acquérir un élément d'actif, le montant à payer pour cet élément d'actif sera considéré comme un engagement de la Société, tandis que la valeur de cet élément d'actif sera considérée comme un avoir de la Société;

- de vendre tout élément d'actif, le montant à recevoir pour cet élément d'actif sera considéré comme un avoir de la Société et cet élément d'actif à livrer ne sera plus repris dans les avoirs de la Société;

sous réserve cependant, que si la valeur ou la nature exacte de cette contrepartie ou de cet élément d'actif n'est pas connue au Jour d'Évaluation, leur valeur sera estimée par la Société.

**Art. 13. Fréquence et Suspension Temporaire du Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action, des Émissions, Rachats et Conversions d'Actions.** Dans chaque Classe d'Actions, la valeur nette d'inventaire par Action ainsi que le prix de souscription, de rachat et de conversion des Actions seront déterminés en temps opportun par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet par la Société, à la fréquence que l'Associé Commandité décidera, telle date étant définie dans les présents Statuts comme «Jour d'Évaluation».

L'Associé Commandité peut suspendre temporairement le calcul de la valeur nette d'inventaire par Action d'une Classe ou d'un Compartiment déterminé et l'émission et le rachat de ses Actions par ses actionnaires, ainsi que la conversion de et en Actions de chaque Classe, lors de la survenance de l'une des circonstances suivantes:

- a) pendant les périodes de suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire des OPC ou autre véhicules d'investissement dans lesquels la Société a investi; ou
- b) lorsqu'il existe une situation d'urgence qui, sur avis de l'Associé Commandité, aurait comme résultat l'impossibilité de disposer ou d'évaluer les avoirs de la Société attribuables à un Compartiment donné; ou
- c) à toute période pendant laquelle, du fait d'événements de caractère politique, économique, militaire, monétaire ou d'autre urgence au-delà du contrôle, de la responsabilité ou de l'influence de l'Associé Commandité, ou durant l'existence d'un quelconque dérèglement sur le marché immobilier, la Société ne peut raisonnablement disposer de ses avoirs sans que cela ne soit sérieusement préjudiciable aux intérêts des actionnaires ou si, d'après l'avis de l'Associé Commandité, une juste valeur ne peut pas être déterminée pour les avoirs de la Société; ou
- d) dans des situations d'urgence, notamment lorsqu'un marché sur lequel une partie importante des investissements de la Société est cotée ou négociée, est fermé (pour une raison autre que le congé normal) ou pendant laquelle les opérations y sont restreintes ou suspendues; pendant la survenance de circonstances qui constituent un cas d'urgence, et à la suite desquelles la Société ne peut disposer de ses investissements d'une manière raisonnable ou sans que cela ne porte sérieusement préjudice aux actionnaires; ou lorsqu'une panne survient dans les supports de communication normalement employés dans la détermination du prix ou de la valeur d'une part substantielle des investissements de la Société.
- e) lors de la survenance d'une panne dans les supports de communication normalement employés dans la détermination du prix ou de la valeur de tout investissement du Compartiment concerné, ou les prix ou valeurs actuels sur toute bourse ou autre marché, eu égard aux actifs dudit Compartiment; ou
- f) lorsque, pour toute autre raison, le prix d'un investissement appartenant à la Société attribuable à l'un de ses Compartiments ne peut pas être promptement ou exactement vérifié; ou
- g) pendant toute période où la Société est dans l'incapacité de rapatrier des fonds pour procéder au rachat des Actions d'un Compartiment ou pendant la période où un transfert de fonds impliqué dans la réalisation ou l'acquisition d'investissements ou de paiements dus pour le rachat d'Actions ne peut pas, selon l'avis de l'Associé Commandité, être effectué à des taux de change normaux; ou
- h) pendant une période où la valeur nette d'inventaire ne peut pas être déterminés avec précision; ou
- i) si l'Associé Commandité propose la liquidation de la Société ou d'un Compartiment.

Lorsque des circonstances exceptionnelles peuvent affecter les intérêts des actionnaires ou au cas où des demandes importantes de souscription, rachat ou conversion sont reçues, l'Associé Commandité se réserve le droit de fixer la valeur des Actions d'un ou plusieurs Compartiments uniquement après avoir vendu les titres nécessaires, dès que possible, pour le compte du ou des Compartiments concernés. Dans ce cas, les souscriptions, rachats et conversions qui se font simultanément dans la procédure d'exécution seront traitées sur la base d'une simple valeur nette d'inventaire en vue de s'assurer que tous les actionnaires ayant fait une demande de souscription, rachat ou conversion soient traités de manière équivalente.

Pareille suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire sera publiée, si nécessaire, et les souscripteurs et actionnaires ayant fait une demande de souscription, de rachat ou de conversion de leurs Actions devront en recevoir notification de la part de la Société dès réception de leur demande de souscription, de rachat ou de conversion.

Toute demande de souscription, de rachat ou de conversion ayant été suspendue sera prise en compte le premier Jour d'Évaluation après la fin de la période de suspension.

Pareille suspension concernant une Classe d'Actions n'aura aucun effet sur le calcul de la valeur nette d'inventaire par Action, l'émission, le rachat et la conversion des Actions d'une autre Classe d'Actions.

Toute demande de souscription, de rachat ou de conversion est irrévocable sauf dans le cas d'une suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire auquel cas les actionnaires pourront demander l'annulation de leur demande de souscription. Dans l'hypothèse où aucune demande de ce type ne serait reçue par l'Associé Gérant Commandité, les demandes de souscription seront traitées au premier Jour d'Évaluation, conformément aux dispositions spécifiques du Document d'Émission applicables à chaque compartiment, à l'issue de la période de suspension.

### **Titre III. Administration et Surveillance**

**Art. 14. L'Associé Commandité.** La Société sera administrée par Crabel Fund GP S.à r.l. (associé gérant commandité), une société constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg (ci-après l'«Associé Commandité»).

L'Associé Commandité peut être révoqué conformément aux dispositions de la loi applicable. En cas d'incapacité légale, de liquidation ou de toute autre situation permanente empêchant l'Associé Commandité d'agir comme Associé Commandité de la Société, la Société sera dissoute et liquidée.

#### **Art. 15. Pouvoirs et Responsabilité de l'Associé Commandité.**

15.1. L'Associé Commandité est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires par la loi ou par les présents Statuts, sont de la compétence de l'Associé Commandité. L'Associé Commandité peut désigner des conseillers en investissement et des gestionnaires, de même que tout autre agent administratif ou de gestion conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»). L'Associé Commandité peut, sous sa responsabilité, conclure des contrats avec de telles personnes physiques ou morales pour l'accomplissement de leurs services, la délégation de pouvoirs et la détermination de la rémunération étant supportées par la Société à moins qu'il n'en soit prévu autrement dans le Document d'Emission.

15.2. L'Associé Commandité est responsable de toutes les dettes qui ne peuvent pas être couvertes par des actifs de la Société. Les détenteurs d'Actions Ordinaires (tels que définies ci-dessus) doivent s'abstenir d'agir au nom de la Société d'une manière ou capacité autre que par l'exercice de leurs droits d'actionnaires lors des assemblées générales et ne seront seulement responsables que dans la mesure de leurs apports à la Société.

**Art. 16. Signature.** La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature de l'Associé Commandité ou par la (les) signature(s) de toute personne à laquelle tel pouvoir de signature a été délégué par l'Associé Commandité.

Aucun Associé Commanditaire ne peut représenter la Société.

**Art. 17. Politiques d'Investissement, Restrictions et Emprunts.** L'Associé Commandité, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer (i) les politiques d'investissement à respecter pour chaque Compartiment, (ii) les techniques de couverture des risques liées à la devise à utiliser pour des Classes spécifiques d'Actions, au sein de Compartiments spécifiques, ainsi que (iii) les lignes de conduite à suivre dans l'administration et la conduite des affaires de la Société, sous réserve des restrictions d'investissement adoptées par l'Associé Commandité conformément aux lois et règlements applicables.

**Art. 18. Conflit d'Intérêts.** Aucun contrat ni aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne pourront être affectés ou invalidés par le fait que l'Associé Commandité ou tout autre gérant ou fondé de pouvoir de l'Associé Commandité a un intérêt, ou est un gérant, membre, fondé de pouvoir ou employé de cette autre société ou entreprise. Tout gérant ou fondé de pouvoir de l'Associé Commandité agissant comme gérant, membre, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entreprise avec laquelle la Société conclut un contrat ou entre en relation, ne pourra pas, en raison d'un tel lien avec telle autre société ou entreprise, être empêché d'examiner et de voter ou d'agir sur de tels sujets concernant tel contrat ou telle transaction.

Au cas où un gérant ou fondé de pouvoir de l'Associé Commandité aurait dans quelque transaction de la Société un intérêt opposé à celle-ci, ce gérant ou fondé de pouvoir devra informer l'Associé Commandité de cet intérêt opposé et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote concernant cette transaction. Rapport devra en être fait à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Le terme «intérêt opposé» tel qu'il est utilisé au paragraphe précédent ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, en rapport avec toute autre personne, société ou entité juridique que l'Associé Commandité pourra déterminer en temps opportun, à son entière discrétion.

**Art. 19. Réviseur d'Entreprises Agréé.** Les données comptables contenues dans le rapport annuel établi par la Société seront contrôlées par un réviseur d'entreprises agréé qui est nommé par l'assemblée générale des actionnaires et rémunéré par la Société.

Le réviseur d'entreprises agréé accomplira tous les devoirs prescrits par la Loi de 2007.

### **Titre IV. Assemblées générales - Exercice social - Distributions**

**Art. 20. Assemblées Générales des Actionnaires de la Société.** L'assemblée générale des actionnaires de la Société représente l'universalité des actionnaires de la Société. Les résolutions prises s'imposent à tous les actionnaires, quelle que soit la Classe d'Actions à laquelle ils appartiennent. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, réaliser ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société, étant entendu, que chaque décision de l'assemblée générale des actionnaires doit être approuvée par l'Associé Commandité.

Toute décision de l'assemblée générale des actionnaires ayant pour effet de modifier les Statuts doit être prise avec (i) un quorum de présence de cinquante pour cent (50%) du capital social (à la première convocation; étant entendu qu'aucun quorum ne sera requis à la seconde convocation si le quorum n'est pas atteint à la première), (ii) l'approbation de la majorité des deux-tiers (2/3) du capital social présent ou représenté et votant à l'assemblée et (iii) le consentement de l'Associé Commandité.

L'assemblée générale des actionnaires sera convoquée par l'Associé Commandité. Elle pourra également être convoquée à la demande d'actionnaires représentant au moins un dixième du capital social.

L'assemblée générale annuelle se réunit, conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social de la Société à Bertrange, ou à un lieu indiqué dans l'avis de convocation, le quatrième jeudi du mois de mai de chaque année à 11.00 heures.

Tout actionnaire pourra participer à une assemblée générale par conférence téléphonique ou vidéo ou par tout autre moyen de communication similaire permettant leur identification. Ces moyens de communication doivent remplir les caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont la délibération doit être transmise sans interruption. La participation à une assemblée générale par ces moyens est équivalente à une participation en personne à cette assemblée générale.

D'autres assemblées générales d'actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les avis de convocation respectifs.

Les actionnaires se réuniront sur convocation de l'Associé Commandité à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour envoyé au moins huit jours avant l'assemblée à tout propriétaire d'Actions nominatives à son adresse portée au registre des actionnaires. La délivrance d'un tel avis aux actionnaires nominatifs ne doit pas être justifiée à l'assemblée. L'ordre du jour sera préparé par l'Associé Commandité sauf si l'assemblée a été convoquée à la demande écrite des actionnaires, auquel cas l'Associé Commandité peut préparer un ordre du jour supplémentaire.

Dans la mesure où toutes les actions émises par la Société sont des Actions nominatives et si aucune publication n'est faite, les assemblées sont convoquées conformément à un avis indiquant l'ordre du jour et envoyé à chaque actionnaire par lettre recommandée uniquement.

Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent se considérer comme dûment convoqués et avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour soumis à leur délibération, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation.

L'Associé Commandité peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour pouvoir prendre part aux assemblées générales.

Les affaires traitées lors d'une assemblée des actionnaires seront limitées aux points contenus dans l'ordre du jour (qui contiendra toutes les matières requises par la loi) et aux affaires connexes à ces points.

Chaque Action, quelle que soit la Classe dont elle relève, donne droit à une voix, conformément à la loi luxembourgeoise et aux présents Statuts. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des actionnaires par un mandataire qui n'a pas besoin d'être actionnaire et qui peut être un gérant de l'Associé Commandité, en lui conférant un pouvoir écrit.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés et votant à l'assemblée et doivent être approuvées par l'Associé Gérant Commandité.

**Art. 21. Assemblées Générales des Actionnaires d'un Compartiment ou d'une Classe d'Actions.** Les actionnaires de la (des) Classe(s) d'Actions émise(s) au titre d'un Compartiment peuvent, à tout moment, tenir des assemblées générales ayant pour but de délibérer sur des matières ayant trait uniquement à ce Compartiment ou à cette Classe d'Actions, étant entendu que toute décision ne sera valablement adoptée que si elle est approuvée par l'Associé Commandité.

Les dispositions de l'article 20, paragraphes 3, 5, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 s'appliquent de la même manière à ces assemblées générales.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires d'un Compartiment ou d'une Classe d'Action sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés et votant à l'assemblée, et avec le consentement de l'Associé Commandité.

**Art. 22. Clôture et Fusion de Compartiments ou de Classes d'Actions.** Au cas où, pour quelque raison que ce soit, la valeur de l'ensemble des actifs nets d'un Compartiment, ou la valeur des actifs nets d'une Classe d'Actions au sein d'un Compartiment, n'atteint pas ou tombe sous un montant considéré par l'Associé Commandité comme étant le seuil minimum en-dessous duquel ce Compartiment ou cette Classe d'Actions ne peuvent plus fonctionner d'une manière économiquement efficace, ou si un changement significatif de la situation politique, économique ou monétaire intervient ou afin de procéder à une rationalisation économique qui, de l'avis de l'Associé Commandité, rend nécessaire cette décision, ou à chaque fois que l'intérêt des actionnaires de ce même Compartiment ou Classe d'Actions le requiert, l'Associé Commandité pourra décider de fermer un ou plusieurs Compartiments ou Classes d'Actions dans le meilleur intérêt des Associés Commanditaires et de procéder au rachat forcé de toutes les Actions Ordinaires de la Classe ou des Classes concernées dans ce Compartiment à la valeur nette d'inventaire par Action applicable (compte tenu des prix et dépenses réels de réalisation des investissements), calculée au Jour d'Évaluation lors duquel cette décision prendra effet. La Société enverra un avis aux Associés Commanditaires de la ou des Classes d'Actions concernées avant la date effective du rachat forcé, qui indiquera les raisons motivant ce rachat de même que les procédures s'y appliquant. Sauf décision contraire prise dans l'intérêt des Associés Commanditaires ou afin de maintenir l'égalité de traitement entre ceux-ci, les Associés Commanditaires du Compartiment ou de la Classe d'Actions concerné(e) pourront continuer à demander le rachat de leurs Actions Ordinaires, sans frais (mais compte tenu des prix et dépenses réels de réalisation des investissements) jusqu'à la date d'effet du rachat forcé.

En dépit des pouvoirs conférés à l'Associé Commandité dans le cadre du paragraphe précédent, l'assemblée générale des actionnaires de toute Classe(s) d'Actions émise au titre d'un Compartiment peut, en toute autre circonstance, sur proposition de l'Associé Commandité, racheter toutes les Actions Ordinaires de la (ou des) Classe(s) d'Actions du Compartiment concerné et rembourser aux Associés Commanditaires la valeur nette d'inventaire de leurs Actions Ordinaires (mais en prenant en considération les prix de réalisation réels des investissements et les frais de réalisation) calculée au Jour d'Évaluation auquel une telle décision prendra effet. Aucun quorum ne sera exigé pour une telle assemblée générale des actionnaires, qui décidera par une résolution prise à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votant à l'assemblée, et avec le consentement de l'Associé Commandité.

Les rachats seront calculés à partir de la valeur nette d'inventaire prenant en compte les frais de liquidation, mais déduction faite des commissions de rachat ou toutes autres commissions.

Les avoirs qui ne seront pas distribués à leurs bénéficiaires lors du rachat seront déposés auprès du Dépositaire pour une période de six mois après ce rachat; passé ce délai, les avoirs seront versés auprès de la Caisse de Consignation pour compte de leurs ayants-droit.

Toutes les Actions Ordinaires ainsi rachetées pourront être annulées.

Au cas où l'Associé Gérant Commandite estime qu'il est dans l'intérêt des actionnaires d'un Compartiment donné ou que la situation économique ou politique relative à ce Compartiment l'exige, l'Associé Gérant Commandité peut décider la réorganisation d'un Compartiment par division en deux ou plusieurs autres Compartiments. Cette décision sera publiée de la même manière que celle décrite ci-dessus et cette publication contiendra, en outre, les informations relatives aux deux ou plusieurs nouveaux Compartiments. Cette publication interviendra un mois avant la date d'effectivité de la réorganisation afin de permettre aux actionnaires qui le souhaiteraient de demander le rachat de leurs actions, sans frais, pendant cette période avant que l'opération impliquant la division d'un ou plusieurs Compartiment(s) ne devienne effective.

Dans les mêmes circonstances que celles décrites au premier paragraphe du présent article, l'Associé Commandité pourra décider de fermer un ou plusieurs Compartiments et d'attribuer les avoirs de tout Compartiment à celui ou ceux d'un Compartiment existant au sein de la Société ou à celui ou ceux d'un autre OPC organisé conformément à la Loi de 2007 ou à la Loi de 2002 sous sa Partie II (tel que défini dans le Document d'Émission) ou à un ou plusieurs compartiments de cet autre OPC (le «nouveau Fonds») et de requalifier les Actions de la ou des Classes d'Actions concernées comme Actions Ordinaires d'une autre Classe (moyennant division ou consolidation, si nécessaire, et le paiement à chaque actionnaire du montant correspondant à toute fraction d'action). Cette décision sera publiée de la même manière que celle décrite au premier paragraphe du présent article, un mois avant la date à laquelle la fusion deviendra effective afin de permettre aux Associés Commanditaires de demander le rachat de leurs Actions Ordinaires sans frais durant cette période.

A l'expiration de cette période, l'attribution liera tous les Associés Commanditaires qui n'ont pas exercé leur droit au rachat pour autant que, étant entendu que lorsque l'OPC bénéficiant de cet apport est un fonds commun de placement, la décision ne liera que les Associés Commanditaires qui ont marqué leur accord sur l'apport.

Nonobstant les pouvoirs conférés à l'Associé Commandité par le paragraphe précédent, une contribution aux pertes d'un Compartiment par un autre Compartiment de la Société pourra être décidée par l'assemblée générale des actionnaires du Compartiment concerné sans conditions de quorum et à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés et votant à l'assemblée.

Nonobstant les pouvoirs conférés à l'Associé Commandité par le paragraphe précédent, l'assemblée générale des actionnaires d'un Compartiment peut décider, sous réserve d'un quorum de présence de cinquante pourcent (50%) des Actions émises (au premier appel) et d'une majorité de deux-tiers (2/3) des Actions présentes ou représentées, d'apporter les actifs et engagements attribuables au Compartiment à un autre OPC mentionné ci-dessus, ou à un autre compartiment au sein de cet OPC, avec le consentement de l'Associé Commandité, excepté lorsque cet apport est fait à un OPC luxembourgeois de type contractuel (fonds commun de placement), auquel cas, les résolutions de l'assemblée ne lieront que ceux des actionnaires qui ont voté en faveur d'un tel apport.

Un Compartiment ne peut être exclusivement attribué à un OPC étranger qu'avec l'approbation unanime des actionnaires des Classes d'Actions concernées émises dans le Compartiment concerné ou à la condition que les seuls actifs des actionnaires consentants soient attribués à l'OPC étranger, incluant à chaque fois le consentement de l'Associé Commandité.

Tous les Associés Commanditaires concernés seront informés selon les dispositions prévues au premier paragraphe de cet article. Néanmoins, les Associés Commanditaires du ou des Compartiments absorbés auront la possibilité de racheter leurs parts sans frais pendant la période d'un mois partant à la date d'information de la décision de fusion.

**Art. 23. Exercice Social.** L'exercice social de la Société commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

**Art. 24. Distributions.** Le droit aux dividendes ou aux distributions pour chaque Classe d'Actions sont déterminés par l'Associé Commandité et décrits dans le Document d'Émission.

Les distributions devront être faites à la discrétion de l'Associé Commandité, au moyen de dividendes, retour de primes (s'il y en a), ou, éventuellement, par le rachat d'Actions, tel que décrit plus avant dans le Document d'Émission.



Les paiements de distributions aux actionnaires de la Société seront versés à ces actionnaires à leur adresse indiquée au registre des Actions nominatives.

Les distributions pourront être payées en toute devise choisie par l'Associé Commandité et en temps et lieu qu'il déterminera en temps opportun.

L'Associé Commandité pourra décider de distribuer des dividendes d'actions au lieu de dividendes en espèces en respectant les modalités et les conditions déterminées par l'Associé Commandité.

Toute distribution qui n'aura pas été réclamée par son bénéficiaire dans les cinq ans à compter de sa déclaration ne pourra plus être réclamée et reviendra au Compartiment correspondant, dans la (les) Classe(s) d'Actions concernée(s).

Aucun intérêt ne sera payé sur le dividende déclaré par la Société et conservé par elle à la disposition de son bénéficiaire.

Les distributions se feront au taux net de rémunération, retenues à la source et taxes similaires payables par la Société incluant, par exemple, chaque retenue à la source relative aux intérêts et dividendes reçus par la Société et impôts sur plus-values, retenue à la source sur les investissements de la Société.

## **Titre V. Dispositions finales**

**Art. 25. Dépositaire.** Dans la mesure requise par la loi, la Société va conclure un contrat de dépôt avec un établissement bancaire ou d'épargne au sens de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée (ci-après le «Dépositaire»).

Le Dépositaire aura les pouvoirs et charges tels que prévus par la Loi de 2007.

Si le Dépositaire désire se retirer, l'Associé Commandité s'efforcera de trouver un remplaçant dans un délai de deux mois à compter de l'effectivité d'un tel retrait. L'Associé Commandité peut dénoncer le contrat de dépôt mais ne pourra révoquer le Dépositaire que si un remplaçant a été trouvé.

**Art. 26. Dissolution de la Société.** La Société peut à tout moment être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 22 des présents Statuts en toutes circonstances sans pour autant se limiter aux circonstances énumérées dans le Document d'Emission.

Conformément à la Loi de 2007, lorsque le capital social est devenu inférieur aux deux tiers du capital minimum tel que fixé à l'article 5 des présents Statuts, la question de la dissolution de la Société doit être soumise à l'assemblée générale par l'Associé Commandité. L'assemblée générale, qui délibère sans quorum de présence, décide à la majorité simple des voix valablement exprimées avec le consentement de l'Associé Commandité.

Conformément à la Loi de 2007, la question de la dissolution de la Société doit en outre être soumise à l'assemblée générale lorsque le capital social est devenu inférieur au quart du capital minimum fixé à l'article 5 des présents Statuts; dans ce cas, l'assemblée générale délibère sans quorum de présence et la dissolution peut être prononcée par les actionnaires possédant un quart des votes valablement émis à l'assemblée générale avec le consentement de l'Associé Commandité.

La convocation doit se faire de façon à ce que l'assemblée générale soit tenue dans le délai de quarante jours à partir de la constatation que l'actif net de la Société est devenu inférieur aux deux tiers (2/3) ou au quart (1/4) du seuil légal, le cas échéant.

**Art. 27. Liquidation.** La liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales nommées par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 28. Modification des Statuts.** Les Statuts pourront être modifiés par l'assemblée générale des actionnaires moyennant le respect des conditions de présence et de majorité prévues par Loi de 1915 et le consentement de l'Associé Commandité.

**Art. 29. Déclaration.** Les mots du genre masculin englobent également le genre féminin, les termes de «personne» ou «actionnaire» englobent également les sociétés, associations et tout autre groupe de personnes constitué ou non sous forme de société ou d'association.

**Art. 30. Loi Applicable.** Pour tous les points non spécifiés dans les présents Statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la Loi de 1915 ainsi qu'à la Loi de 2007 telles que ces lois ont été ou seront modifiées en temps opportun.

### *Dispositions transitoires*

1) Le premier exercice comptable commence à la date de la constitution de la Société et prend fin le 31 décembre 2011.

2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en mai 2012.

### *Souscription et Paiement*

Le capital social initial de la Société de USD 50.000.-a été souscrit comme suit:

Crabel Real Estate Partners, LLC, précitée, souscrit une (1) Action Ordinaire, suite au paiement total de un dollar US (USD 1,-).

Crabel Holdings, LLC, précitée, souscrit une (1) Action Ordinaire, suite au paiement total de un dollar US (USD 1,-).

Crabel Fund, G.P., S.à r.l., précitée, souscrit quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit (49.998) Actions d'Associé gérant Commandité, suite au paiement total de quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit 49.998 dollars US (USD 49.998,-).

Les Actions de Commandité et les Actions Ordinaires ayant été entièrement libérées par paiement en numéraire, de sorte que le montant de cinquante mille dollars US (USD 50.000,-) représentant cent pour cent (100%) du capital social souscrit est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentant. La preuve des paiements susmentionnés a été remise au notaire instrumentant.

Les souscripteurs déclarent que, lors de la détermination par l'Associé Commandité, conformément aux dispositions des présentes, des différentes Classes d'Actions dont sera dotée la Société, ils choisiront la ou les Classes d'Actions auxquelles les Actions Ordinaires souscrites appartiendront.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution sont évalués à environ EUR 4.000.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la Loi de 1915 et déclare expressément qu'elles sont remplies.

#### *Assemblée générale des actionnaires*

Et aussitôt, les sociétés susmentionnées, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquées, se sont réunies en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris les résolutions suivantes:

1) DELOITTE S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro 67895, est nommée réviseur d'entreprises agréé de la Société pour une période prenant fin le jour de l'assemblée générale annuelle des actionnaires prévue en mai 2012 et jusqu'à ce que son successeur soit élu et qualifié.

2) Le siège social de la Société est fixé au 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange.

Le notaire instrumentant qui parle et comprend la langue anglaise, constate par les présentes qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte notarié est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française; à la demande de ces mêmes parties comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

L'acte ayant été remis aux fins de lecture au mandataire des comparantes, celui-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: V. LEROY et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 avril 2011. Relation: LAC/2011/19335. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

*Le Receveur (signé): F. SANDT.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 2 mai 2011.

Référence de publication: 2011059599/1646.

(110067064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2011.

#### **Palmer Investment Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 83.646.

The Board of Directors convenes the Shareholders of PALMER INVESTMENT FUND to attend the  
ANNUAL GENERAL MEETING  
to be held at the registered office on 6 June 2011 at 11.00 a.m. with the following agenda:

#### *Agenda:*

1. Report of the Board of Directors and of the Authorised Auditor
2. Approval of the Financial Statements as at 31 December 2010
3. Allocation of the results
4. Discharge to the Directors
5. Renewal of the mandate of the Authorised Auditor

6. Statutory elections.

The Shareholders are advised that no quorum is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the Sicav. The Shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (Fax nr: +352 49 924 2501 - dg.ifs.corporate.services@bdl.lu) at least five calendar days before the Meeting.

Référence de publication: 2011066513/755/20.

---

**Nerthus Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 124.740.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *6 juin 2011* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011066498/534/15.

---

**Peri SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 89.489.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *1<sup>er</sup> juin 2011* à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et comptes de profits et pertes et affectation des résultats au 31 décembre 2010.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011066502/1031/15.

---

**Gartmore Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 77.949.

Dear Shareholder,

An

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of shareholders of GARTMORE SICAV (the "Company") will be held at 16, Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg at 9.00am on *3 June 2011*, for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

*Agenda:*

1. To amend article 1 to change the name of the Company to "Henderson Gartmore Fund".
2. To amend article 4.2. by replacing the reference to the law of 20 December 2002 and to the 2002 Law by references to the law of 17 December 2010 and the 2010 Law respectively.
3. To amend article 5 to change the definitions of the "2002 Law" the "Company" the "Directive" the "Regulated Market" and of the "U.S. Person".

4. To amend article 6.3 to replace the reference to article 133 of the 2002 Law by a reference to article 181 of the 2010 Law.
5. To amend article 12.2, III. a) to replace reference to "capitalisation shares" with "dividend accumulation shares".
6. To amend article 13.2 to add a paragraph f) providing that the issue, redemption and conversion of Shares may be suspended in case of a merger of a Fund or of the Company.
7. To amend article 18.2 to change the contracting party with whom the Company may enter into an Investment Management Agreement from Gartmore Investment Limited to Henderson Global Investors Limited ("Investment Manager") or any affiliated or associated company thereof.
8. To amend article 19.2 to enable use of derivatives for the purposes of investment.
9. To amend article 22.2 to change the reference to the 2002 Law by a reference to the 2010 Law.
10. To amend article 23.3 to replace "one fifth" with "one tenth".
11. To amend the heading of article 25 to read "Termination and Amalgamation of Funds and Classes"
12. To replace articles 25.4 and 25.5 by a new article 25.4 with respect to the merger provisions applicable to Fund mergers and to a merger of the Company.
13. To add a new article 25.5 regarding the closure and merger of Share Classes.
14. To delete the second sentence of article 26.
15. To amend article 28.1 to add "as amended from time to time" after "the law of April 5, 1993 on the financial sector."
16. To amend article 28.2 to change the reference to the 2002 Law by a reference to the 2010 Law.
17. To amend article 33 to change the reference to the 2002 Law by a reference to the 2010 Law.
18. To decide that the restated articles of the Company be solely drafted in English and be not followed by a French translation.
19. That the effective date of the changes is 11 July 2011.

The resolutions shall be passed by a majority of two-thirds of the shares represented and voting and the minimum quorum of presence shall be no less than 50% of the Shares in issue.

#### Voting Arrangements

In order to vote at the meeting:

\* The holders of registered shares may be present in person or represented by a duly appointed proxy;

\* Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to Victor Buck Services S.A. - Client Services (Ref JD-11/01899), IVY Building, Parc d'Activités, L- 8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg to arrive no later than 5 p.m. CET on 30 May 2011. Proxy forms will be sent to registered Shareholders with this Notice and can also be obtained from the registered office of the Company.

Luxembourg, 16 May 2011

Référence de publication: 2011066508/41/50.

### **Sauren Fonds-Select Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 68.351.

Die Aktionäre der SAUREN FONDS-SELECT SICAV werden hiermit zu einer

#### **2. AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

der Aktionäre eingeladen, die am *20. Juni 2011* um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

#### *Tagesordnung:*

##### **1. Änderung und Aktualisierung der Satzung**

Die Änderungen betreffen die Artikel 5 und Artikel 31 der Satzung. Ein Entwurf der neuen Satzung ist bei der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 16. Mai 2011 standen, verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich.

Die Punkte der Tagesordnung der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung verlangen kein Anwesenheitsquorum. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen.

Um an dieser zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können müssen Aktionäre, von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 15. Juni 2011 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der SAUREN FONDS-SELECT SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) unter der Telefonnummer 00352/44 903-4025 oder unter der Fax-Nummer 00352/44903-4009 angefordert werden.

Im Zuge der geplanten Satzungsänderung wird der Verkaufsprospekt der SAUREN FONDS-SELECT SICAV ebenfalls entsprechend angepasst.

Luxemburg, im Mai 2011.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2011066514/755/31.

**Cavenagh Luxembourg Management, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 153.765.

Le règlement de gestion de Cavenagh Asia Fund FCP-SIF a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011037148/11.

(110040746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2011.

**Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 27.856.

Das Verwaltungsreglement des FondsManagement Chance wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im März 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011037313/12.

(110041514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

**ING Lion, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 140.295.

DISSOLUTION

In the year two thousand eleven, on the fourth day of April.

Before the undersigned Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

ING Investment Management Luxembourg S.A., a company having its registered office at L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret, registered at the Register of Trade and Companies Luxembourg under the number B 98.977, represented by its Board of Directors,

Here represented by Mr Alexander Semik, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a circular resolution of the board of directors dated April 4<sup>th</sup>, 2011.

The said circular resolution, signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, acting in the said capacity, has requested the undersigned notary to state:

- that the company ING Lion, having its registered office in L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret, was incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on the 16<sup>th</sup> day of July, 2008, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, number 1962 of August 12<sup>th</sup>, 2008;

- that the sole shareholder is the holder of all the shares with no par value in issue;

- that the sole shareholder has full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the company;

- that the sole shareholder after acknowledging the reports of the auditor, has decided to approve the semi-annual accounts for the year ended on September 30, 2010 and up to the end of the present deed;

- that the sole shareholder has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation;

- that the sole shareholder, in its capacity as liquidator of the Company declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;
- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company;
- following the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;
- the Company's directors and independent auditor are hereby granted full discharge with respect to their duties up to this date;
- there shall be arranged the cancellation of all issued shares and/or the shareholders register;
- the books and documents of the Company shall be lodged during a period of five years at L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret;
- the sole shareholder resolves to waive the obligation to publish the deed on the dissolution of the Company in a Luxembourg and a Hong Kong newspaper as required in article XVII. A. of the Company's current prospectus in order to minimise the costs of the dissolution.

The undersigned notary, who knows and speaks English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

#### Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at one thousand euro( 1,000.- Eur ).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day first above written.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

#### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le quatre avril.

Pardevant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

#### A COMPARU:

ING Investment Management Luxembourg S.A., une société ayant son siège social à L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 98.977, représentée par son conseil d'administration en fonctions,

ici représentée par Monsieur Alexander Semik demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une résolution circulaire du conseil d'administration en date du 4 avril 2011, laquelle, après signature ne varietur, par le notaire instrumentant et le mandataire, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que la société ING Lion, ayant son siège social à L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret, a été constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 16 juillet 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1962 du 12 août 2008;
- que l'actionnaire unique est le détenteur de toutes les actions sans valeur nominale émises par la Société;
- que l'actionnaire unique a parfaite connaissance des statuts et des états financiers de la Société;
- que l'actionnaire unique, après avoir pris connaissance des rapports du réviseur, a décidé d'approuver les comptes semi-annuels pour l'année se terminant le 30 septembre 2010 et jusqu'à la date du présent acte;
- que l'actionnaire unique a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;
- que l'actionnaire unique, en sa qualité de liquidateur de la Société déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;
- l'actionnaire unique est investie de l'entière responsabilité de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière responsabilité du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé;
- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;
- décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au réviseur d'entreprise de la Société jusqu'à ce jour;
- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les actions et/ ou du registre des actionnaires;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret;

- l'actionnaire unique décide de renoncer à l'obligation de publier l'acte sur la dissolution de la Société dans un journal au Luxembourg et à Hong Kong comme prévu à l'article XVII. A. du prospectus actuel de la Société afin de minimiser les coûts de la dissolution.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

*Frais.*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison de présentes, sont évalués approximativement à mille euros (1.000-.Eur).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Semik, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 avril 2011. Relation: LAC/2011/15828. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

*Le Receveur ff. (signé): T. Benning.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2011.

Référence de publication: 2011050387/101.

(110056451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

---

**Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 27.856.

Das Verwaltungsreglement des FondsManagement Balance wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im März 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011037314/12.

(110041515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

---

**American Century SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 148.481.

*Extrait des Décisions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 avril 2011*

L'Assemblée générale ordinaire a décidé:

- De ré-élire Monsieur Michael S. Green, Monsieur Barry Fink et Monsieur Otis Cowan en tant que Directeurs de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires approuvant les états financiers pour l'année comptable se terminant le 31 décembre 2011;

- De renouveler le mandat de Deloitte SA en tant que Réviseurs d'entreprise jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires approuvant les états financiers pour l'année comptable se terminant le 31 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2011.

J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.

*En tant qu'agent domiciliaire de American Century SICAV*

Référence de publication: 2011060974/18.

(110067638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2011.

---

**KAM Mezzanine Investors 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 157.055.

L'an deux mille dix, le vingt et un décembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

«KAM Mezzanine Investors 3 S.à r.l.», une société à responsabilité limitée existant selon les lois du Grand Duché de Luxembourg dont le siège social est établi au 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg et dont l'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg est en cours,

représentée aux fins des présentes par Monsieur Brendan D. KLAPP, employé privé, avec adresse professionnelle à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Luxembourg, le 24 novembre 2010,

laquelle procuration, après signature, est restée annexée à un acte de constitution de société reçu par le notaire instrumentant, en date du 24 novembre 2010, numéro 26 842 de son répertoire.

Laquelle partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

- Que suivant acte dressé par le ministère du notaire instrumentant, le 24 novembre 2010 (No 26 842 de son répertoire), enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 30 novembre 2010, sous la relation: EAC/2010/14826, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg en date du 03 décembre 2010, sous la référence L100184884 et en voie de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, la société «KAM Mezzanine Investors 3 S.à r.l.» prédé-signée, a constitué, en sa qualité de seul et unique associé, la société «KAM Mezzanine Investors 2 S.à r.l.» (la «Société»), (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 157 055) avec un capital social de cent quinze mille livres sterling (115'000.- GBP) et avec siège social au 63 rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg;

- Que suite à une erreur matérielle qui s'est glissée dans la rubrique «Dispositions transitoires» dudit acte de constitution, il a été erronément indiqué que le premier exercice de la Société s'achèvera le dernier jour du mois de décembre 2011 alors qu'il aurait fallu lire le dernier jour du mois de décembre 2010;

- Que ladite rubrique «Dispositions transitoires» contenue dans le prédit acte de constitution du 24 novembre 2010 est par conséquent à rectifier par l'indication en langue anglaise et en langue française de nouvelles dispositions transitoires telles qu'elles sont reproduites ci-après:

*Version anglaise*

*"Transitory Provisions*

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December 2010."

*Version française*

*«Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le dernier jour de décembre de 2010.»

- Que toutes les autres dispositions figurant au dit acte du 24 novembre 2010, demeurent inchangées.

Dont acte, fait et passé à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ce même mandataire a signé avec Nous, le notaire, le présent acte.

Signé: B. D. KLAPP, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 28 décembre 2010. Relation: EAC/2010/16867. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011028340/50.

(110033132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2011.